

Rouge

Une forte
minorité
pour une CFDT
de combat

p 4-5

M 1578 N° 1165 6,50F

Hebdomadaire de la Ligue communiste révolutionnaire (IV^e internationale)

21 au 27 Juln 1985

Emploi ?

Jeunes s'abstenir



Inscrivez-vous aux stages de formation de la LCR

Cet été, en juillet ou août, la LCR organise des stages de formation d'une semaine pour ses sympathisants et militants. Ces stages auront lieu dans toutes les régions. « Au vert » pendant une semaine, ils permettront de discuter les questions posées par l'actualité française et internationale : la crise économique, la politique du PS ou du PCF, les propositions de la LCR, la révolution au Nicaragua, etc.

Les stages sont organisés par les fédérations de la LCR et se tiendront dans chacune des régions, afin de réduire les déplacements et de faciliter la participation de tous ceux et celles qui y sont intéressés. Dans la région parisienne, deux stages de ce type sont prévus à la mi-juillet. Le premier, du 7 au 14 juillet, est ouvert aux militants de la LCR de Paris et sa banlieue ; le second, du 14 au 21 juillet, est destiné aux sympathisants de la région parisienne. A ces deux stages peuvent évidemment s'inscrire ceux et celles qui vivent dans une région dépourvue d'école en été.

Pour tout renseignement, contactez les militants et militantes de la LCR que vous connaissez ou écrivez à sa commission nationale de formation à l'adresse du journal.

Inscrivez-vous vite !

Pour s'inscrire, renvoyer ce bon rempli, accompagné d'un chèque de deux cents francs et d'un enveloppe timbrée à l'adresse suivante : LCR. Commission formation. 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil.

Nom : Prénom :

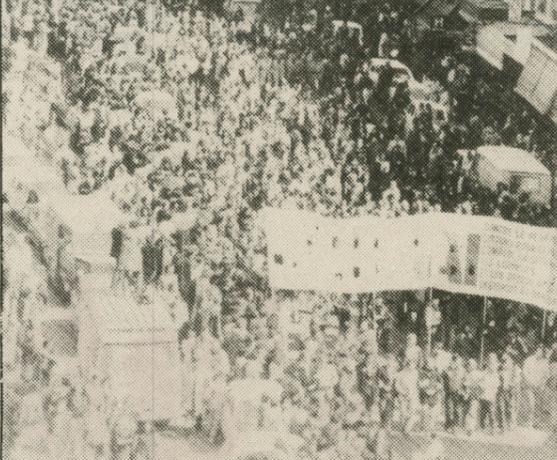
Profession :

Adresse :

Tous ces titres sont disponibles
à la PEC, 2 rue Richard Lenoir
Montreuil, 93100

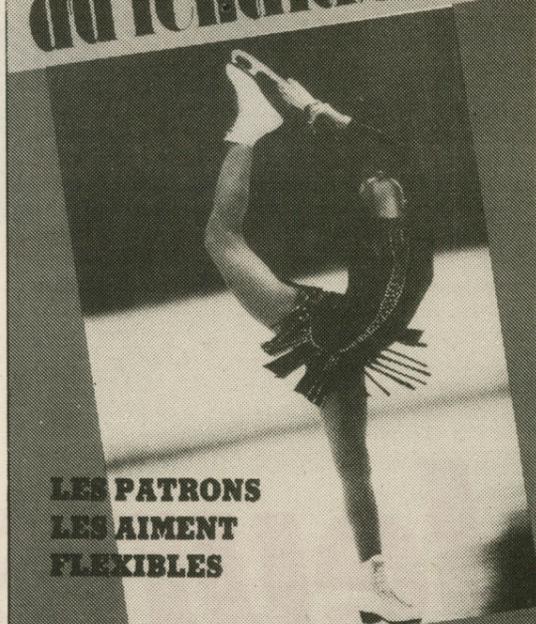
40^e Congrès CFTD

« Adaptation »
du syndicalisme
ou mobilisation sociale



15F N° 32
066 85

**cahiers
du féminisme**



**LES PATRONS
LES AIMENT
FLEXIBLES**

Pour
un portrait
de Pierre Frank

Ecrits et témoignages



B
LA BRECHE

La Ligue communiste
révolutionnaire,
Lutte ouvrière
et la construction
du parti révolutionnaire



Une brochure de la LCR mai 1985, 5 F

librairie diffusion
LA BRECHE



Heures d'ouverture
lundi: de 14h à 20h
de mardi à samedi:
de 12h à 20h

9, rue de Tunis, 75011, PARIS. Tél : 367 63 57

ABONNEMENT A DOMICILE			Nom _____
	FRANCE DOM-TOM	ETRANGER	
1. AVEC LA PRESSE DE LA LCR 52 Rouge + 11 Critique communiste + les numéros hors série de Critique communiste	450 F	500 F	Prénom _____
2. SIX MOIS D'EXPERIENCE DE L'HEBDO ROUGE 6 mois = 24 numéros	160 F		Adresse _____
3. CONNAITRE LE MENSUEL CRITIQUE COMMUNISTE 1 an = 11 numéros	150 F	170 F	Formule choisie _____
4. CAHIERS DU FEMINISME 5 numéros	65 F	75 F	Règlement à l'ordre de PEC, 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil Tél : 859 00 80
5. INPRECOR 1 an = 25 numéros	250 F	250 F	
Abonnements par avion : nous consulter			

Rouge

- Edité par la société Presse-Edition-Communication (PEC)
- Imprimerie Rotographie, Montreuil. Tél : 859 00 31
- Directeur de publication : Christian Lamotte
- Commission paritaire 63922
- Rédaction-administration : 2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil. Tél : 859 00 80 (lignes groupées)

L'ombre de Manouchian

Depuis quelques années, les autobiographies, les mémoires, les traités historiques se multiplient sur l'histoire des révolutionnaires juifs. Moshé Zalcman, Léopold Trepper, Hersch Mandel, Marek Edelman lui donnent un visage, des noms, des faits. Ils ne sont pas tous, loin s'en faut, à la gloire des partis communistes stalinisés. La Résistance française n'échappe pas à ce retour historique sur la Deuxième Guerre mondiale. Et, naturellement, l'histoire et la mythologie officielles du « parti des 20 000 fusillés », le PC français sont écornées par la réouverture de ces dossiers encore brûlants.

Les circonstances du combat de Missak Manouchian, de Marcel Rayman, et de ces dizaines de révolutionnaires étrangers buttent sur le discours qu'a su imposer depuis tant d'années la vision particulière qu'en a donnée le parti de Georges Marchais.

En fait, un tabou s'effondre, sans doute le dernier, constitutif de l'identité du PC français. Le caractère sacré de la version communiste de la Résistance s'estompé au fur et à mesure de l'approfondissement de la crise du stalinisme.

Comment se situer dans de tels débats historiques ?

Est-ce bien le moment ?

Le doute plane sur les raisons véridiques de l'arrestation de beaucoup de militants FTP-MOI dans l'année 1943 à Paris. Les quatre sections FTP, composées d'étrangers, Italiens, Espagnols, Arméniens, juifs, etc. sont les seules à résister les armes à la main dans la capitale.

Se sentant traqués par les « brigades spéciales » des renseignements généraux français et par la Gestapo, ils demandent la possibilité de se replier. Refus de la direction du PCF. Dès lors, les points d'interrogation s'accumulent : pourquoi ce refus ? Erreur de tactique militaire, volonté délibérée du PCF de lâcher ces résistants aux patronymes et à l'accent étrangers, en plein tournant nationaliste, manque de moyens ?

Se poser des questions, est-ce d'abord légitime ?

Après tout, un tortionnaire, justifiant la torture, recueille 11 % de suffrages dans la France de 1985.

Après tout, le locataire de l'Élysée fut ministre de l'Intérieur du début de la guerre d'Algérie. C'est dire que le contexte, envenimé encore par la puissance du groupe de presse Hersant, par l'offensive des porte-parole plus réactionnaires que jamais de la droite française, laisse place à une authentique propagande anticommuniste.

Un peu de recul et de sérénité permettent de sortir du piège. Quand les procès de Moscou, en 1935 et 1937, éclatent contre Trotsky et toute la vieille garde bolchévique, Hitler, Mussolini étaient au pouvoir. De tels procès étaient utilisés contre le communisme en général.

Fallait-il ou non hurler la vérité sur le stalinisme, dénoncer les trahisons du mouvement ouvrier international, de la révolution russe elle-même, alors que l'ennemi de classe tenterait d'en profiter ? Oui, il le fallait, en se plaçant du point de vue révolutionnaire et internationaliste comme le firent Trotsky et les trotskystes de l'époque.

Qui peut être juge ?

Aborder l'attitude de la direction du PCF à l'égard des résistants en France, ce n'est certainement pas accorder à n'importe qui le droit de s'ériger en procureur. L'ensemble de celles et ceux qui peuvent légitimement revendiquer le droit à la parole, ce sont d'abord les résistants de l'époque, confrontés personnellement à cette lutte. Ils ne sont pas si nombreux, en 1943, pour qu'on risque la cacophonie dans les débats... Ce sont ensuite tous ceux qui revendiquent le combat antinazi de Manouchian, les antiracistes se situant clairement dans les rangs du mouvement ouvrier.

Voilà des bornes qui évacuent pas mal de monde, dont les activistes d'une droite à l'affût d'un coup qui porte atteinte au marxisme en général.

On distingue trop bien l'opération idéologique, visant à déconstruire la mythologie de l'histoire du PCF pour banaliser la collaboration, le fascisme, et ce au nom de valeurs actuelles, qui faisaient recette à l'époque, la sécurité, le racisme, l'ordre, le nationalisme, le culte de l'armée... Robert Hersant, régnant sur une bonne partie de la presse française, collaborateur lui-même à l'époque, François Brigneau, éditorialiste de *Minute*, militant pour la réhabilitation de Pétain, et ces clubs dont les horloges sont réglées sur le fuseau horaire du III^e Reich, sont clairement du côté des fusillards de Manouchian.

Mais la direction actuelle du PCF est-elle qualifiée pour tenter de perpétuer l'auréole qui coiffa le parti de Thorez, Duclos et Frachon ? Le courant stalinien s'est érigé en juge. Au banc des accusés, les Brigadistes de la Guerre d'Espagne, héros de la Résistance, subissant la répression stalinienne, notamment dans les démocraties populaires où ils s'étaient réfugiés (ou pays desquels ils étaient originaires).

Qui a instruit le premier le procès des compagnons d'armes de Manouchian, sinon Staline, avec l'épuration des révolutionnaires dont Arthur London apporta un témoignage si précieux ?

On ne peut écrire de manière scientifique une seule page de l'histoire du mouvement ouvrier, depuis l'avènement de Staline, sans mettre à jour de monstrueuses trahisons dont lui et les militants sous ses ordres se sont rendus coupables.

Comment parler de l'avènement de Franco, sans décrire les exécutions sommaires de brigadistes trotskystes et anarchistes, accomplies par les agents du boucher d'Albacète, André Marty ? En quoi est-ce faire injure au courage et au combat des brigadistes que de démontrer que certains d'entre eux sont tombés sous les balles staliniennes et non sous les balles fascistes ?

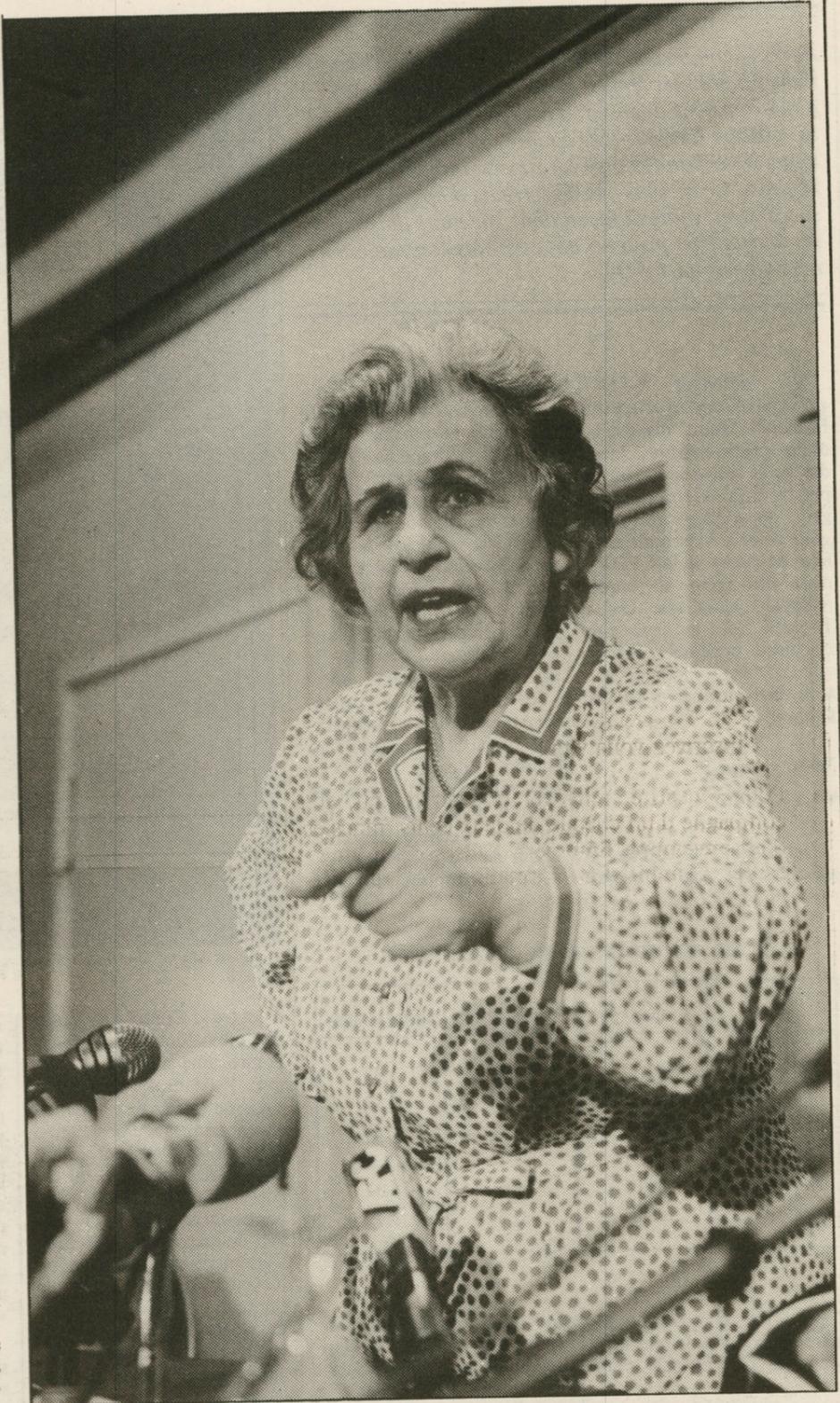
Une page d'histoire à écrire

Le débat sur l'histoire du mouvement ouvrier, au plus sombre de l'année 1943, est à mener. Celui qui a donné Manouchian et les autres résistants est connu. Il s'appelait Dawidowicz. Il fut exécuté par la Résistance.

S'il s'avère que d'autres responsabilités sont à mettre à jour, il faut le faire. Pour apurer les comptes avec un PCF en crise ? Certainement pas. Mais bien inscrire cette page d'histoire au compte du mouvement ouvrier, telle qu'elle s'est déroulée. Tant pis si éventuellement cela éclabousse un appareil bureaucratique qui a récupéré un tel combat, pour mieux faire oublier ses oscillations de l'époque.

Jean Lantier

Mélinée Manouchian, lors d'une conférence de presse. Et vente de l'affiche rouge, lors d'une manifestation du PCF, en 1983.



QUARANTIEME CONGRES CONFEDERAL

Une forte minorité pour une CFDT de combat

Après le congrès de Bordeaux, une analyse s'impose : dans un premier temps, la presse a noté un torrent d'interventions opposées à la direction, puis, a-t-on lu, « Maire a retourné le congrès » ; puis, somme toute, il ne surnage qu'« un succès ambigü pour E. Maire ». Ce ne sont pas des erreurs d'appréciations successives, mais la façon dont, au cours du congrès, les journalistes présents ont cerné les contradictions actuelles de la CFDT.

En obtenant 63,64 % « pour » le rapport d'activité, Edmond Maire dispose-t-il d'une majorité stable ? Au vu des votes suivants, il faut répondre non : Georges Granger — qui voulait « nettoyer au gant de crin » les options de lutte de classe de la CFDT — n'est pas réélu au bureau national ; alors que Daniel Torquéo, de la fédération Hacuitex, rassemble plus de voix que les « modernistes » Jean-Paul Jacquier et Michel Duthoit.

Maire gagne un congrès

Cependant, la presse a souligné un fait : malgré

autant, « consolidée ». L'analyse de ce vote met en lumière plusieurs éléments. Tout d'abord, la dramatisation du vote (voir *Rouge* du 7 juin) : nombre de ceux qui il y a peu pensaient pour le moins voter « abstention » se sont reportés sur le « pour ». Le même réflexe avait joué en 1976, congrès marqué par le regroupement autour d'une « contribution » : nombre de militants voulaient voter « contre » au vu de l'opération des « Assises », récupération de la CFDT a profit du courant Rocard du PS, et pour sanctionner l'absence de volonté d'aider la lutte des Lip ; et s'étaient abstenus « pour ne pas déstabiliser ».

Cela correspond presque à

Vote du quitus dans les congrès

	POUR	CONTRE	ABSTENTIONS
1970	91,15	7,38	1,47
1973	86,95	12,28	0,77
1976	66,04	21,38	12,58
1979	56,81	31,07	12,12
1982	59,25	34,03	6,72
1985	63,64	31,6	4,76

l'opposition, la direction sortante obtient 4 % de plus qu'à Metz. Elle n'est pas, pour

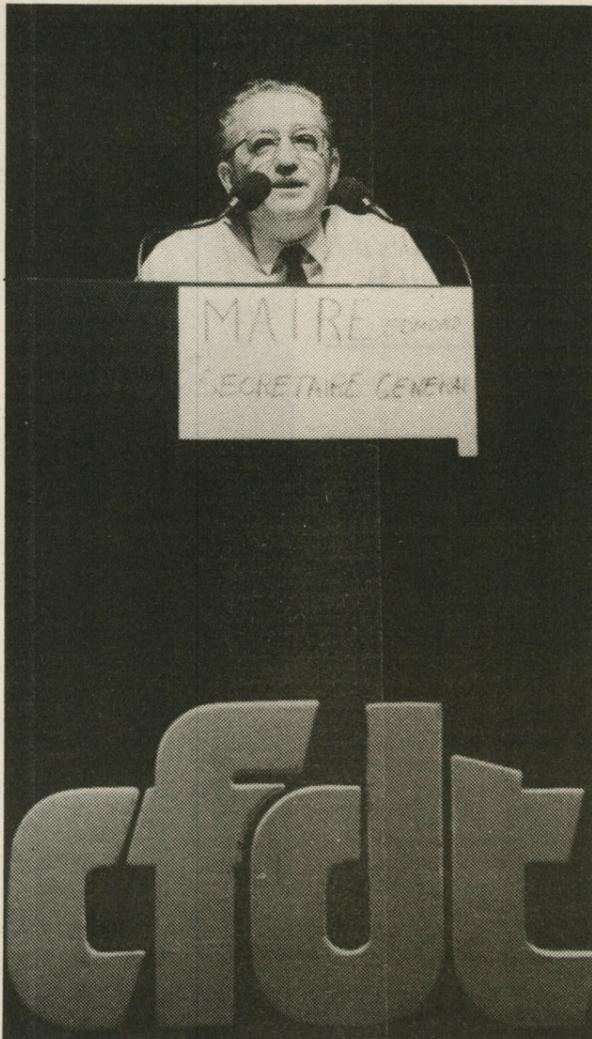
L'aile droite incomptable

Des amendements déposés par l'aile droitrière, « moderniste », devaient permettre de décompter ce qu'elle représente réellement (voir *Rouge* du 7 juin). Au dernier moment, au nom d'arguments-prétextes, les intéressés les ont retirés. Une façon de ne pas devoir « se compter ». Un signe de prudence qui ne traduit pas la confiance en soi de la part de J.-P. Jacquier et ses amis, dont l'intervention n'est pas pour rien dans le dépôt de ces textes et leur « retrait ».

une règle : l'existence d'une opposition coordonnée clarifie les débats, mais polarise les forces. Or, deuxième donnée, la minorité a bien affirmé qu'elle était « contre », mais n'a pas eu les forces, les moyens et le temps de faire connaître, en positif, les propositions concrètes et réalisables qu'elle avance à la place de celles de la direction confédérale. D'où une faible capacité d'attraction. Or, les hésitations ont souvent été transformées en vote « contre » le texte d'Hacuitex par des permanents vigilants... C'est la troisième donnée : les permanents étaient à ce congrès plus nombreux qu'à Metz en 1982. Ils « représentaient » une proportion de syndicats non directement présents.

Une direction paradoxale

Cette polarisation hétéroclite autour de la direction ne forme pas une majorité stable, mais une addition de



Edmond Maire, lors du quarantième congrès qui s'est tenu du 11 au 15 juin.

« contre ». Contre les thèmes de l'opposition, ou seulement contre une rupture brutale avec l'aile droitrière après le « séisme » de la flexibilité, ou contre un projet d'orientation plus dure en l'absence de luttes sociales massives, ou encore contre l'existence d'un contre-texte parce qu'il permet de regrouper un courant. Cette dernière argumentation fut pour l'essentiel celle de Bernard Henry, des Pays-de-la-Loire, appelant à voter contre « l'amendement global » de la fédération Hacuitex.

Cela explique la direction paradoxale issue de ce congrès : alors que la majorité des intervenants sur le rapport général s'opposaient à la direction confédérale, la commission exécutive sortante est reconduite. Même si Nicole Notat, Jean Kaspar et J.-P. Jacquier sont particulièrement mal élus, les dossiers principaux (entreprises, action revendicative, formation professionnelle...) seront entre leurs mains. Parallèlement, Pierre Héritier, le seul en qui se reconnaissait une large majorité de congressistes, risque fort d'être isolé et marginalisé dans la direction. Quelles que soient les idées de membres du bureau national, il ne se réunit que deux jours par mois : le véritable gouvernement se trouve au niveau de la commission exécutive.

Une telle situation est lourde de crises : cette com-

mission exécutive, par exemple, pourra-t-elle se maintenir sans heurts durant trois ans ? Dans l'immédiat, nombre de militants critiques, après avoir accepté de « faire bloc » pour le quitus, se sentent frustrés : ils demandaient une campagne de mobilisation pour les 35 heures et un minimum vital pour tous les chômeurs ; on leur répond : un colloque national sur « changer le travail ».

Que retenir pour l'action syndicale quotidienne ? La volonté de se battre pour des acquis législatifs autant que pour les avancées contractuelles, a dit Edmond Maire au congrès. Le refus de la flexibilité à la sauce patronale, le rejet des attaques contre la Sécurité sociale, a-t-il ajouté... Si une pratique s'ensuivait, ce serait un petit pas en avant de la direction confédérale. Mais, comment « refuser » ou « rejeter » ces mauvais coups ? Quelle action, quelles perspectives pour une mobilisation prolongée permettant de sortir l'activité syndicale de l'ornière ? Motus. La commission exécutive verra... Engagé dans son accord avec l'aile droitrière, Edmond Maire a limité à l'extrême les concessions à la sensibilité de la majorité des militants.

Place et rôle de la minorité

Malgré toutes les pres-

Appel aux adhérents CFDT

Pendant les travaux du 40^e Congrès CFDT de Bordeaux, des propositions concrètes aussi bien de pratiques syndicales que de réflexion sur notre avenir se sont exprimées. Ces réflexions ont trouvé leur point d'ancrage, aussi bien autour du contre-projet d'Hacuitex que sur le vote du quitus, et sur certains amendements à la résolution générale.

Les clivages apparus à ces occasions ne sont en aucune manière définitifs. Les militants et militantes de la CFDT, quels que puissent être leurs divergences d'analyse se retrouvent aujourd'hui dans les entreprises, unis par une pratique commune de défense des intérêts des travailleurs.

Au moment où les attaques contre les travailleurs se multiplient, l'organisation syndicale reste plus que jamais un outil indispensable. Il faut donc y demeurer présent et actif, participer vigoureusement à l'effort de syndicalisation et renforcer la CFDT.

Cet appel est déjà signé par deux cents syndicats présents au congrès. La liste de ces syndicats est disponible auprès de la fédération Hacuitex ou de l'URI Basse-Normandie qui continueront à recueillir les signatures.

Cet appel est un engagement à construire une CFDT forte, démocratique, efficace et unie dans la défense des intérêts des travailleurs.

	1982	1983
hommes	81 %	82 %
femmes	19 %	18 %
permanents	30 %	35 %
ayant plus d'un tiers du temps en délégation	17 %	30 %
non permanents	53 %	35 %
moins de 40 ans	74 %	70 %

sions, malgré les doutes devant le faible niveau des luttes, trois cents syndicats ont signé et soutenu le texte d'Hacuitex (178 avant le 25 mars, le reste depuis). Deux cents autres syndicats ont déposé une « motion d'ordre » demandant que, vu son importance, il ne soit pas traité comme un amendement banal ; 40 % des mandats se sont rassemblés pour approuver la demande de vingt minutes de temps d'explication.

En défense du texte, l'intervention de Léon Dion a été extrêmement écoutée : battante, centrée sur les tâches syndicales, résolument tournée vers l'avenir. Le score lui-même, 29,75 % a un sens indiscutable : une volonté de peser ensemble pour une orientation de lutte de classe adaptée à la situation. Cela suppose de bien comprendre le rejet de tous les amendements plus ou moins d'opposition : sans les nombreuses abstentions, trois au moins pouvaient passer. Mais

ces abstentions ne s'expliquent pas seulement par les pressions de l'appareil : elles traduisent en partie les hésitations devant un contexte politique et social ressenti comme difficile.

Le texte de l'« appel aux militants » (voir ci-contre), largement soutenu en deux heures de temps en fin de congrès, en tient compte : il affirme la volonté de débattre et d'agir en commun. Il reste en effet à cette minorité, rassemblée avant et pendant ce congrès, à proposer les moyens pour la mobilisation tout en répondant aux arguments des modernistes. Elle a su se dresser « contre la dérive ». Il lui faut dire avec force « pourquoi et comment se battre ». Unie à tous ceux qui partagent nombre de ces préoccupations, elle a les moyens, à terme, de changer l'orientation de l'ensemble de la CFDT.

Alain Nazier
et Pierre Rème

HACUITEX

« Donner un souffle nouveau et dynamique »

Mieux que de longs commentaires, la présentation du contre-texte d'Hacuitex par elle-même lors du congrès montre bien sur quelles idées et propositions se regroupe une minorité dans la CFDT. Nous reprenons ici des extraits du texte, distribué au congrès, de l'argumentation qu'ils auraient pu faire s'ils avaient obtenu vingt minutes au lieu de huit.

« Je suis un militant motivé, bien dans sa peau et fier d'être à la CFDT.

« En déposant ce texte, avec de nombreux syndicats, il ne s'agissait pas pour nous de vouloir marquer une quelconque opposition de principe, ni d'organiser une fraction, un courant ou une tendance, comme certains l'écrivent. (...)

« Ce texte, c'est notre démarche syndicale habituelle et l'essentiel, c'est la proposition de fond qu'il fait : *qui est de développer un syndicalisme de lutte de classe et de masse adapté à la période.*

« Le débat est dans l'histoire même de la CFDT. C'est tout le débat de "reconstruction" !... C'est une évolution remarquable, exemplaire à plus d'un titre et qui a permis à de nombreux militants de la gauche anti-

capitaliste, du mouvement socialiste (au sens générique du terme) de trouver dans la CFDT une organisation dans laquelle ils se reconnaissent. (...)

« La période de profondes mutations que nous vivons doit être un moment d'intense explication et de mobilisation anticapitaliste, de lutte contre la propriété privée des moyens de production et d'échange. C'est le seul moyen d'avancer vers le socialisme, et d'offrir des perspectives aux travailleurs, notamment celle de changer le travail en donnant une autre finalité aux mutations technologiques.

« Il s'agit bien là de l'enjeu de la sortie de crise. Cela n'est pas du discours idéologique car les militants qui, hier comme aujourd'hui, se battent sur des bases anticapitalistes ne sont pas les moins

actifs sur le terrain et ne savent pas moins que les autres apporter des solutions aux problèmes quotidiens. (...)

« Nous ne sommes pas les seuls à avoir réagi. Notre texte et les amendements déposés par des fédérations et des régions au conseil national de janvier ont contribué à la sortie du texte « Ce que veut la CFDT » qui sans nous donner entière satisfaction marque un redressement de la ligne confédérale que nous avons souligné. C'est après un long débat, qu'il est apparu que les statuts et le fonctionnement de la CFDT amenaient obligatoirement la fédération à déposer un contre-texte, afin de prendre le maximum de garanties pour que le débat ait lieu au congrès. La méthode de choix de quelques amendements ne permet pas un réel débat et les amendements retenus au débat nous font dire que nous avons eu raison de déposer un texte global. » (...)

Une démarche différente de la résolution générale

« Notre texte se réfère aux grandes orientations du congrès de 1970 qui restent



valables puisque jamais remis en cause par nos différents congrès.

« La situation a changé, c'est vrai et nous en tenons compte, mais pas de la même façon que le fait la résolution générale. (...)

« L'autogestion c'est à terme la gestion de l'économie par les travailleurs pour la satisfaction des besoins réels de la société. Cet objectif implique dès aujourd'hui la participation active des travailleurs. (...)

« Nous regrettons qu'avec un gouvernement de gauche, la CFDT n'ait pas plus avancé dans le domaine de la propriété sociale et des formes qu'elle peut prendre. Les nationalisations sont insuffisantes sans une véritable socialisation. Comment avancer vers la socialisation des entreprises privées ? Pourquoi avons-nous abandonné des positions élaborées en avril 1974 et contenues dans le document intitulé "Des objectifs de transformation conduisant au socialisme autogestionnaire" ? Des orientations très pertinentes sont contenues dans ce document, entre autres sur la gestion des entreprises privées, sur la conception et l'étendue du secteur socialisé, sur le plan et son élaboration démocratique. Malheureusement, le recentrage est passé par là ! » (...)

L'action, les revendications et l'unité d'action

« Certes, l'action est difficile aujourd'hui et il ne suffit pas d'en faire un slogan. Il faut rechercher les causes profondes des difficultés et tenter d'y remédier. N'avons-nous pas rendu la mobilisation encore plus difficile en répétant que les ac-

tions défensives ne menaient à rien de constructif, qualifiant de corporatistes certaines d'entre elles. La seule action valable étant de faire des propositions. on constate que trop souvent cette action consiste à élaborer des dossiers, négociés sans véritable mise dans le coup des travailleurs. Cela débouche sur l'institutionnalisation du syndicalisme. (...) Le paragraphe 450 ne modifie pas la situation puisqu'il est dit : "La CFDT popularise ses revendications et en débat avec le patronat, le gouvernement, les partis politiques et les élus." (...)

« Ce n'est pas notre conception de l'action. Nous pensons qu'il manque actuellement des luttes d'ensemble, sur des revendications comme les 35 heures, le SMIC.

« La résolution parle d'adaptation des revendications et des actions aux diverses réalités concrètes. Cette stratégie, loin de créer de nouvelles solidarités, crée au contraire des inégalités. A ceux qui ont le rapport de forces, soit parce qu'ils ont un statut protégé, ou une situation particulière, les résultats. (...)

« Le rôle de la confédération est bien justement d'unifier ces différentes réalités pour éviter inégalités et corporatisme. (...)

Inséparable de l'action pour les 35 heures, la défense du pouvoir d'achat. « Notre option, c'est bien de garantir le pouvoir d'achat, avec une progression de celui-ci pour les bas salaires. Notre revendication sur le SMIC doit s'appuyer sur un budget type de consommation qu'il faut remettre en place. »

Ces revendications rendent indispensable l'unité d'action. « Notre conception de l'unité d'action ne part pas

d'un a priori idéologique, mais bien d'une démarche unitaire, sans a priori et sans complexe sur des bases claires. (...)

« Quand nous disons en priorité avec la CGT, c'est une priorité de fait. Dans les entreprises, ceux qui se battent... »

Options politiques

« Nous confirmons que le projet CFDT doit rester indépendant des partis politiques et nous ne devons pas subordonner notre action aux échéances électorales. (...) Nous refusons de tomber dans l'anarcho-syndicalisme, et comme le dit le rapport « Ce que veut la CFDT », "nous voulons les conditions politiques les meilleures pour l'avancée des revendications et des transformations que nous portons". (...)

De la CFDT, dans la CFDT

« Nous ne voulons pas casser "la baraque", on est de la CFDT, on veut lui redonner du tonus, ouvrir les fenêtres pour lui donner un souffle nouveau et dynamique. Pour permettre aux militants qui s'interrogent de trouver des raisons et des motivations pour rester à la CFDT et à d'autres de nous rejoindre. (...)

« Voter notre texte, c'est marquer notre volonté et la vôtre, de poursuivre la recherche et la confrontation au sein de la CFDT (...) »

Les intertitres sont de la rédaction.

1. *Reconstruction* est le nom de la revue liée à la minorité CFDT. Elle a éclairé et accompagné son combat de 1946 à 1962 ; puis a continué, après le changement de majorité, comme instrument de réflexion.

BASSE-NORMANDIE

« Malgré tout, nous sommes satisfaits »

Candidat au bureau national présenté par la région Basse-Normandie, qui n'avait pas eu d'élu lors du dernier congrès, Michel Gigand n'a pas été élu. Il a obtenu à peu près le même nombre de mandats que le texte d'Hacuitex.

□ Tu n'a pas été élu au bureau national. Es-tu déçu du congrès ?

L'Union régionale Basse-Normandie a présenté un candidat en espérant qu'il soit élu, bien évidemment. Mais elle ne se faisait pas cependant d'illusions. La décision a été prise pour être cohérents avec le rapport « *Aujourd'hui quel syndicalisme, pour quelle société* » que nous avons diffusé. Mais nos critiques de la direction confédérale, d'une part, et surtout nos propositions, d'autre part, n'ont pas eu le temps d'être largement diffusées. D'autant qu'il ne faut pas trop

compter sur la Confédération pour en faire la diffusion.

Alors, si nous espérions faire plus de voix — on a toujours tendance à vouloir que ce qu'on pense, ce qu'on propose, soit vite repris, débattu —, nous pouvons dire, malgré tout, que nous sommes satisfaits qu'au cours du congrès la clarté des positions confédérales soit apparue. Malheureusement, les axes revendicatifs que nous proposons — réduction du temps de travail à 35 heures avec réforme fiscale — n'ont pas été repris.

Nous sommes aussi satisfaits de voir que beaucoup souhaitent un changement de

stratégie, même s'ils ne l'ont pas exprimé dans leur vote par peur du vide.

□ Tu ne crois donc pas que les syndicats qui représentent 30 % de la Confédération, autour du texte d'Hacuitex, sont isolés ?

Sincèrement et personnellement, je pense que certains ont dû se faire violence pour accepter de voter pour la stratégie confédérale avec laquelle ils sont loin d'être en accord. Ce qui est sûr, c'est que les 30 % se sont retrouvés sur suffisamment de votes pour dire qu'il y a une assise réelle de ceux qui souhaitent que la CFDT toute entière se mobilise pour faire avancer par des luttes articulées, y compris nationalement, des revendications urgentes pour combattre le chômage. S'il y avait eu un vote sur des luttes « tous ensemble », le score de 30 % aurait été largement dépassé.

Propos recueillis par Pierre Rème

INTERVIEW DE JACQUES PAPIN, ANCIEN DIRIGEANT FEDERAL DU PARTI SOCIALISTE DE LOIRE-ATLANTIQUE

Pourquoi j'adhère à la LCR

La Loire-Atlantique est un département qui a été pendant toute une période très représentatif du développement du Parti socialiste : progression des effectifs, recomposition interne, conquête de la municipalité par le « mauroyiste » Chenard (perdue en 1983), etc. On y trouve encore un grand nombre de maires et de députés socialistes, parmi lesquels deux membres du bureau exécutif : Jean Ayrault (mitterrandiste) et Jean Natiez (CERES). Jacques Papin, trente-quatre ans, postier, membre de la commission exécutive fédérale du PS de Loire-Atlantique, vient, après dix ans de militantisme au PS, d'adhérer à la LCR à Nantes. Il explique les raisons de son choix.

□ Quand as-tu adhéré au PS ? Qu'est-ce qui t'a poussé à rentrer dans ce parti ?

J'ai adhéré en 1974, au lendemain des élections présidentielles. Le milieu de travail dans lequel on vit joue toujours un grand rôle. Pour moi, c'était un centre de tri important mais aussi combatif : Paris-Brune. 1974, c'était deux ans après la signature du Programme commun. La dynamique de l'union jouait à plein.

□ Tu as choisi le CERES. Le CERES, c'était quoi pour toi ?

C'était le courant qui avait participé activement à faire naître le nouveau PS : un parti qui refusait l'idée de la troisième force, un parti ancré à gauche, ancré dans le monde ouvrier. Paris-Brune avait été le noyau où s'était créée une des premières associations des postiers socialistes.

J'ai adhéré au PS en sachant que c'était un pari. Le pari de changer le parti de l'intérieur, de faire en sorte que se créent des milliers de sections d'entreprises, que le PS devienne un parti où les travailleurs pèsent.

□ Les révolutionnaires, l'extrême gauche, la LCR ? Tu connaissais ?

Très peu. Adhérer au PS, c'est-à-dire s'engager, afficher publiquement ses idées, c'était déjà énorme lorsque l'on sort d'un lycée de province où 68 n'a été pour vous qu'une ou deux manifs, puis un mois de vacances. L'engagement politique, c'était la découverte sur le terrain de ce qu'est le régime capitaliste, l'exploitation. C'était aussi la découverte du mouvement ouvrier, de ses organisations, la prise de conscience d'appartenir à une classe.

Alors, la Ligue ? Quelques individus et une image de « gauchistes » avec tout ce qu'il y a de péjoratif. Sans lien réel avec les masses.

□ Mai-juin 1981, qu'est-ce que cela a représenté pour toi ?

La victoire, l'espoir que tout ce que l'on a expliqué et défendu va enfin pouvoir s'appliquer (même si tout ne peut se faire en six mois). La gauche avait gagné. Elle avait conquis le pouvoir central, l'exécutif et le législatif. Nos camarades, là-haut, allaient voter des lois. Dans les boîtes, cela devait nous permettre d'avancer, d'aller rapidement aux 35 heures, de mettre en place le contrôle des travailleurs.

Nous avions le sentiment d'avoir un instrument dont il allait être possible de se servir. C'était la possibilité de lier le mouvement d'en haut et le mouvement d'en bas.

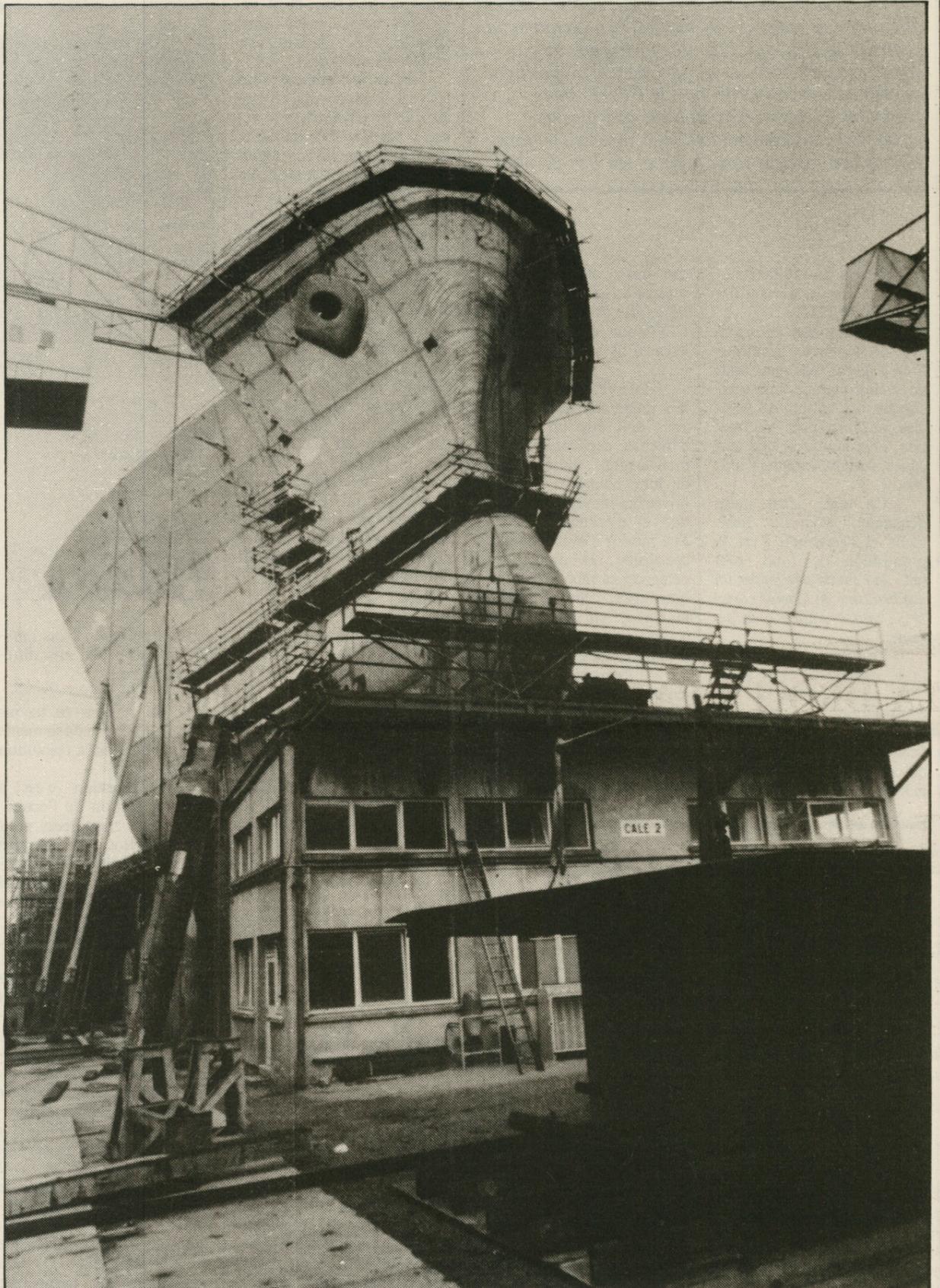
□ Qu'est-ce qui a commencé à te faire douter de la politique suivie par le PS ? Par le CERES ?

On ne doute pas facilement de la politique du parti dans lequel on milite. J'ai lutté à l'intérieur du PS pour qu'il applique son programme : le Projet socialiste. Un parti se juge à l'épreuve des faits : les 110 propositions de Mitterrand n'étaient déjà plus le Projet socialiste. Quant à la politique gouvernementale, elle n'impliquait aucun changement dans les boîtes. Nous, les militants des entreprises, nous n'étions pas écoutés.

Sans doute, à partir de là, j'ai réagi par rapport au CERES. Comme je l'ai dit, le CERES était un pari : celui de changer le PS de l'intérieur. A un moment donné, j'ai considéré que le pari ne pouvait plus être gagné de l'intérieur. En outre, il y a eu la politique de Chevènement, ses allers et retours au gouvernement. On ne peut pas dire que le plan Delors est mauvais, et revenir au gouvernement avec un Fabius qui applique la même politique.

□ Ton engagement syndical a-t-il joué sur ton évolution politique ?

Etre syndiqué, c'est avoir conscience de la lutte collective. Mon engagement syndical est donc, pour moi, le B.A.B.A. Mais s'engager syndicalement ou politiquement est différent — je tiens d'ailleurs beaucoup à l'indé-



Chantier naval de Dobigeon, à Nantes. Principale entreprise de la région.

pendance des syndicats. Mais bien sûr tout est lié. Lorsqu'on milite syndicalement, on est en contact avec les travailleurs de son entreprise. Alors lorsque la politique du gouvernement n'est pas positive pour les travailleurs, on en arrive à se poser des questions au niveau politique.

□ Crois-tu que d'autres militants du PS pensent comme toi, tout en ayant décidé de rester au PS ?

De nombreux militants sont déçus. C'est sûr : cela va même sans doute jusqu'au dégoût, jusqu'à la désespérance pour certains. Que

beaucoup pensent comme moi ? Je répète, la conscience que l'on a dépend beaucoup du milieu de travail dans lequel on vit quotidiennement. Travailler dans une boîte de cinq cents travailleurs ou dans un hameau isolé... objectivement, on n'a pas la même conscience de l'exploitation.

Nombreux sont ceux qui ont adhéré au PS sur les mêmes bases que moi, qui ont adhéré au PS d'Epinay. Je respecte l'engagement de chacun. L'essentiel pour moi est de se battre pavillon haut pour les idées qu'on défend. Si des camarades pensent qu'il est aujourd'hui toujours

possible de se battre au sein du PS, soit ! Et si un authentique courant de gauche y apparaissait, ce serait sûrement une bonne chose. Mais personnellement, je ne crois plus que le PS puisse changer. Pour moi, le combat à mener n'a pas changé. Mes idées sont toujours les mêmes : rompre avec le capitalisme et lutter pour une société socialiste. Faire en sorte que les exploités, la classe ouvrière obtienne la place qui lui revient dans la société. C'est-à-dire qu'elle décide.

□ Quel rôle penses-tu que la LCR doit jouer aujourd'hui ?

Si j'ai quitté le PS, c'est d'abord parce que je pense que le parti ne peut plus être l'instrument pour la « libération » des travailleurs. Si aujourd'hui je suis à la LCR, ce n'est pas parce que je crois qu'elle soit parfaite. Mais je pense qu'elle peut être un instrument efficace au service des travailleurs. Et que dans la conjoncture actuelle, elle peut contribuer — avec d'autres sans doute — à un regroupement, à la naissance d'une gauche digne de ce nom.

Propos recueillis par E. Rustrel



LA DROITE FACE A SON AVENIR (2)

L'horizon instable

Au-delà de divergences sur quelques points de leur programme de revanche, les partis de droite butent sur une crise vieille de plusieurs années. Une crise qui impliquerait une recomposition globale du paysage politique, dont ils n'ont pas les moyens.

Dans le précédent article de cette série, nous avons vu que derrière les polémiques intestines entre chefs de file de l'opposition apparaissent leurs difficultés à définir une possible issue à la crise dans laquelle s'enlise la classe dominante. Au sein de cette dernière, se multiplient donc les réserves à l'encontre des formations réactionnaires et de leurs programmes. Ce qui alimente tout à la fois la volonté du courant barriste de jouer sa propre carte et les critiques de nombreux secteurs bourgeois. Le directeur du *Quotidien de Paris*, Philippe Tesson, résumait bien le 4 mars 1985 un sentiment largement partagé parmi les possédants : « L'opposition n'apporte pour le moment sur aucun des terrains (...) une réponse forte et crédible. »

Un tel marasme se conjugue avec l'inadaptation du dispositif politique de la droite aux conditions du moment et

avec son absence de projet. Cet état de fait trouve ses origines en 1974, lorsque la modification des équilibres internes à la majorité de l'époque provoqua des ébranlements qui font aujourd'hui encore sentir leurs effets. Le politologue René Rémond décrit explicitement ces facteurs : « Une césure est intervenue en 1974 dans cette continuité [celle de la V^e République] : la présidence de la République a échappé au parti gaulliste pour tomber aux mains de la droite de tradition libérale (...) Le système des forces politiques ne se remet jamais tout à fait de cette secousse et le fonctionnement de la majorité demeura perturbé. » (in *les Droites en France*. Editions Aubier)

Dix ans de secousse

Jusqu'en 1981, Giscard s'efforça vainement de reconstituer les assises sociales

du régime, cherchant à établir les bases d'un consensus englobant le « groupe central » des employés, cadres, techniciens, ingénieurs etc. Son échec, s'ajoutant aux très vives luttes d'influence opposant gaullistes et giscardiens, constitua un élément de poids dans sa défaite face à François Mitterrand.

En quatre ans, le camp bourgeois ne s'est jamais remis de ce fiasco. Il s'est contenté de gérer une situation qui voyait la gauche dilapider son capital de sympathie. Mais il s'est révélé impuissant à canaliser la volonté de revanche des secteurs les plus militants de sa base, renforçant du même coup l'attraction du Front national sur ces derniers. Ainsi se manifeste l'une des contradictions majeures de l'opposition. Majoritaire au fil des consultations électorales, elle n'a cependant pas réussi à élargir sa base, condition pourtant indispensable pour asseoir l'autorité de son gouvernement en cas de victoire l'an prochain.

Cette donnée se reflète parfaitement dans la composition militante des partis réactionnaires, comme le démontre une récente étude de Colette Ysmal (*Demain la droite*, Editions Grasset). Dans des proportions sem-

blables au RPR ou à l'UDF, le « peuple de droite » est composé pour environ 30 % d'industriels, de professions libérales, de cadres supérieurs, pour 20 % de commerçants et pour 7 % d'agriculteurs. En revanche, les ouvriers et les employés ne représentent guère plus de 25 à 30 % des effectifs, les agents de maîtrise, les sténo-dactylos de PME et les employés de commerce dominant fortement ce groupe. Au total, les appareils bourgeois regroupent plus de 50 % de non-salariés, surtout recrutés au sein des secteurs les plus « archaïques ». Comme le constate Colette Ysmal : « L'ensemble dessine un creux ou un déficit : les salariés et surtout les nouveaux salariés nés de la révolution scientifique et technique, vecteurs à la fois de la modernisation économique et culturelle de la France. »

Un décalage profond

A travers ces statistiques, se révèle un décalage profond entre le projet « moderniste » que le grand capital doit conduire pour remodeler son appareil productif et la réalité des couches sur lesquelles s'appuie sa représentation politique. Ce qui est source d'instabilité durable, au mo-

Souscription

A chacun son contrat militant avant les vacances !

Les mois de vacances arrivent... et après nous entrerons dans les mois « de turbulences électorales » de la fin 1985 et au début de 1986.

2,5 millions de francs ! Voilà ce qui est nécessaire pour permettre à la LCR d'aborder dans les meilleures conditions la bataille pour des candidatures unitaires anticapitalistes.

C'est une tâche immense mais c'est la condition de l'efficacité des révolutionnaires lors de cette échéance.

Voilà pourquoi nous nous y prenons à l'avance : c'est le sens des contrats militants.

Sur la base de nos activités politiques — contre l'austérité, contre le racisme, la solidarité avec la Nouvelle-Calédonie, la construction d'une alternative anticapitaliste — nous proposons que chaque camarade qui a pu apprécier l'activité de la LCR, que chaque sympathisant souscrive au travers de contrats militants.

De juin 1985 à avril 1986, tous nos amis, tous nos sympathisants peuvent nous aider en prenant un contrat militant de vingt francs à cinq cents francs... et en versant, ainsi chaque mois, en fonction de ses possibilités, de ses moyens à la souscription 1986...

Cette formule nous l'avons déjà expérimentée depuis des semaines... avec succès dans certaines villes ou localités...

A tous nous faisons une proposition : **que chacun, avant les vacances prenne, un contrat militant !**

Il reste une quinzaine de jours, répondez à notre appel :

Souscrivez par contrat militant !

librairie diffusion
LA BRECHE



Heures d'ouverture

lundi: de 14h à 20h
de mardi à samedi:
de 12h à 20h

9, rue de Tunis, 75011, PARIS. Tél.: 367 63 57

Maurice Rajsfus viendra signer ses œuvres, le jeudi 27 juin, de 16 h 30 à 19 h 00 et répondra à vos questions touchant le mouvement ouvrier juif, la Résistance, l'affaire Manouchian.

ment où les possédants doivent préparer de nouvelles attaques contre le monde du travail — donc disposer d'instruments de combat solides — et où la crise économique use rapidement les gouvernements en place.

Ce contexte interdit toute recomposition politique du camp bourgeois. Bien qu'ils s'entredéchirent allègrement, RPR, UDF ou centristes sont l'expression d'intérêts sensiblement équivalents. Et en dépit de leur volonté de rajeunir leurs cadres, ils ne parviennent pas à élargir leur influence. Le parti de Chirac conserve aux yeux de l'opinion l'image la plus à droite. Ce qui limite son développement en direction des secteurs « flottants » de l'électorat. Quant à l'UDF, elle demeure une confédération de notables, totalement paralysée sur ses choix de construction.

Cet immobilisme entraîne surtout une exacerbation de la guerre des chefs, chacun

des prétendants à la magistrature suprême cherchant à répondre au problème posé. Ainsi Chirac, dont la formation bénéficie d'une implantation et d'une structure solides, veut utiliser les échéances les plus proches — celles de 1986 — pour consolider son avantage sur ses rivaux. Au contraire, Barre semble miser sur une recomposition à moyen terme du paysage politique, reposant sur une marginalisation du RPR et ouvrant un espace à la formation d'un grand parti libéral et « moderniste ». Ne disposant pas d'un appareil à son service, il ne peut compter que sur l'échéance présidentielle pour accomplir un pariel dessein.

On retrouve ici les dessous du débat sur la cohabitation, qui conduit les chefs de l'opposition à faire des choix opposés pour 1986.

Christian Picquet

○ Prochain article : 1986 dans le désordre

STAGES JEUNES VOLONTAIRES, TUC

Travail ? Jeunes s'abstenir

Chaque campagne « emploi des jeunes », ressemble à un coup d'envoi, spectaculaire, mais guère efficace. Mitterrand, Rigout, Delebarre se sont fait fort de déplacer les jeunes par milliers des bureaux de l'ANPE, via les stages parkings, vers de nouvelles voies de garage. Ces jeunes de seize à vingt-cinq ans, bénéficiaires de stages d'insertion, d'adaptation, d'orientation, de qualification... que pensent-ils quelques mois après le début de leur formation ? Nous avons rencontré quelques « jeunes volontaires »* et quelques responsables de stages sur le terrain.

G., 25 ans, suit une formation qui débouche sur un diplôme d'Etat d'animation. A l'issue de son stage, il passera le concours de l'IFA (Institut de formation à l'animation) et entrera peut-être dans la filière qui propose vingt à trente postes par an. Il a donc une chance sur trente d'obtenir un emploi à moyen ou long terme. Car la formation peut durer trois ans. « Il n'y a vraiment aucun problème, dit-il, je ne pouvais pas mieux tomber ! J'ai réalisé que l'animation c'était vraiment mon domaine et ce stage m'a permis de m'investir à fond ». Il va employer son mois de vacances (les jeunes volontaires ont droit à cinq semaines de congés payés) à suivre un stage pour obtenir le brevet d'aptitude à la fonction de directeur.

« Actuellement, toucher 2 500 francs par mois ce n'est pas génial, remarque G., mais je me débrouille et puis ce stage est une aubaine, s'il me conduit à un poste d'animation. Je serais mieux payé, j'aurais un boulot qui me plaît. »

« Je n'en suis pas à mon premier jeune... volontaire, explique M.D. responsable du stage de G., le plus curieux est que je tombe presque chaque fois sur des gars ou des filles qui révèlent très vite un goût et une aptitude pour l'animation. Je les pousse dans cette voie, mais du coup je loupe le coche des stages que je prévois et qui ne sont pas axés sur cette formation. » M.D. avait au départ prévu de former G. à la reprographie et à la micro-informatique, notamment. Les horaires de travail sont élastiques. Ce peut être vingt heures comme cinquante heures par semaine. « De toute façon, G. n'a pas l'esprit fonctionnaire. Même quand il faut être à l'heure il a du mal », note M.D. en souriant.

S., stagiaire à l'IFA, elle aussi, a une vingtaine d'années. « Après l'école, expliquait-elle, j'étais complètement dégoûtée et démobilisée. Ça ne marchait pas, je n'avais pas du tout confiance en moi ». S. est bientôt arrivée à la fin de son stage. Elle ne paraît pas (encore ?) très sûre d'elle. Elle classe des dossiers, des documents, des revues, des dossiers de

presse. Ça ne la passionne pas vraiment. En revanche, traiter des fichiers sur ordinateur, lui plaît, davantage. Après une formation complémentaire d'initiation à l'informatique, elle s'est découvert un intérêt certain pour cette discipline. Elle aimerait continuer dans cette voie. Elle se sent mieux armée, maintenant, pour se lancer sur le marché de l'emploi, se frayer un chemin. « Affronter la jungle », dit-elle. Elle fera des tentatives auprès de l'ANPE. Mais on peut se demander ce qu'il adviendra d'elle quand elle s'apercevra que l'informatique est un secteur aussi bouché que d'autres branches, qu'il lui faudrait une qualification élevée pour obtenir un poste. En attendant elle « se débrouille ». Enfin... « heureusement il y a mon copain qui travaille, explique-t-elle, à nous deux on s'en sort à peu près ».

Changement de décor, au siège de la Fédération française des ciné-clubs : grands espaces, fenêtres sur rue, les bureaux ressemblent à des tables de dessinateurs, des revues et des journaux s'étaient un peu partout. C.L., responsable de la formation,

Quelques chiffres

La société capitaliste française est bloquée, pour les jeunes. Des milliers d'entre eux peuvent bien se rendre aux show-business organisés par Bernard Tapie, sur le thème « Moi qui a réussi, j'vous dis "faites comme moi" », l'entrée des moins de vingt-cinq ans dans le monde du travail se heurte au mur de la récession économique.

Ils sont 8 500 000 moins de vingt-cinq ans. Quatre formes principales d'insertions leur sont offertes.

— Les stages 16-18 ans desquels sortent diplômés un stagiaire sur cinq. Mais un sur deux reste au chômage.

— Les contrats emploi-formation (18-26 ans). Ils sont en tout 46 500 à en bénéficier.

— Les contrats d'apprentissage. 99 000 pour les sept premiers mois de l'année scolaire 1984-1985.

— Enfin les fameux TUC. Laurent Fabius avait dit le 5 septembre 1984 que « pas un seul jeune de moins de vingt et un ans » ne sera sans emploi ou en formation d'ici fin 1985. Il serait temps de s'affoler. Car 74 000 « tucistes » sont recensés, et promis au bel avenir du travail précaire.

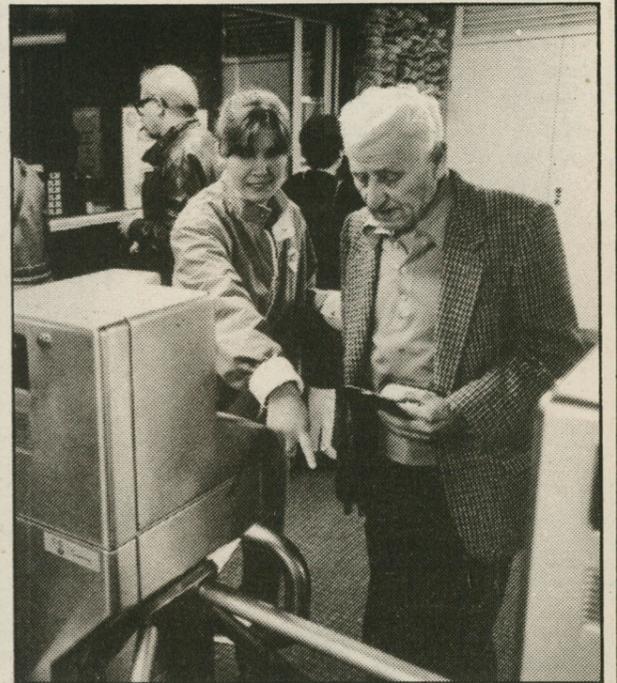
Quant aux diplômes scolaires, preuve à la main, l'école de classe existe toujours : sur les 8,5 millions de moins de vingt-cinq ans, un seul million a le BAC, ce qui sert peu sur le marché de l'emploi. 116 000 ont un BTS. Et... 25 000 sont diplômés d'une grande école d'ingénieurs.

Société paralysée, incapable d'envisager un futur professionnel pour ses jeunes. Et surtout pour ses jeunes filles qui représentent près de 43 % des chômeuses !

est laconique. Les stages « jeunes volontaires », il connaît. Il a participé à leur conception pédagogique au tout début de la campagne. « C'est du bidon, déclare-t-il, les jeunes sont rétribués une misère. Alors on ne peut pas exiger d'eux ce que l'on attendrait d'un travailleur salarié et qualifié. Et puis, de toute façon sans politique d'emploi... Inutile d'achever, c'est édifiant. P, « en formation » à la Fédération française des ciné-clubs ne sera probablement pas embauché

à la fin de son stage, comme prévu par convention. La revue qui devait l'employer va être restructurée, transformée en quotidien. « Il faut du personnel qualifié, solide... des gens qui ont de la bouteille, du métier vous comprenez », précise le responsable de la formation.

Après avoir hésité, il explique qu'au fond c'est le journalisme qui l'intéresse. Il s'est déjà renseigné auprès de la direction du travail et de l'emploi. Il pourrait bénéficier d'une formation de cent



quatre-vingt heures d'initiation aux techniques journalistiques. Et après ? C'est l'inconnu.

L'« après » est l'interrogation commune de tous ces jeunes momentanément détournés de l'ANPE, pendant au mieux douze mois. Le circuit est connu : ceux qui ne trouveront pas d'emploi - même à mi-temps, un quart de temps ou des vacances - reprendront à nouveau le chemin de la formation et retrouveront le même point d'interrogation à l'issue du nouveau stage.

Certes, les stages permettent à certains jeunes d'endiguer temporairement l'impression d'échec, d'impasse, de désespoir, d'acquiescer un peu d'expérience professionnelle. Ils auront « tâté le monde du travail »... mais du

bout des doigts. « Sans politique d'emploi... », comme disait le responsable de la formation, cette politique « sociale » n'est qu'une goutte d'eau dans un océan. Les TUC et les stages divers servent de bouées de sauvetage. On ne traversera pas la mer du chômage avec !

Camille Muriel.

* Les Stages jeunes volontaires mis en place par Mauroy en 1982 et reconduit d'année en année, s'adressent à des jeunes de 18 à 25 ans sans emploi et sans formation en cours. Sur une durée de 6 à 12 mois, des jeunes rétribués 2 500 francs par mois font l'expérience d'un milieu professionnel et bénéficient d'une formation complémentaire. L'objectif visé est l'emploi, à défaut une formation qualifiante à la différence des TUC qui perçoivent une allocation de base de 1 200 francs et ne bénéficient pas de formation qualifiante complémentaire.



CAMP D'ETE INTERNATIONAL DES JEUNES

Une occasion unique

C'est maintenant dans un mois, tout juste, que va se tenir le deuxième camp international des jeunes. Pour les JCR, pour les organisations de jeunesse liées à la IV^e internationale, une année de travail, de préparation, de lutte et de combat, d'intervention et de construction va se concrétiser autour de cette semaine. Une semaine pendant laquelle se rencontreront plus de six cents jeunes venus de tous les coins d'Europe. Nous avons demandé à Gaëlle, membre du bureau national des JCR, où en était la mobilisation pour la réussite du camp.

□ Tout d'abord, pourquoi ce camp ?

Dans toute l'Europe, la jeunesse lutte, la jeunesse se mobilise sur des thèmes qui touchent à son avenir. C'est le cas des grandes mobilisations contre l'implantation de missiles, sur la protection de la forêt. Bien souvent, il s'agit de riposter à la situation qui est faite aux jeunes par la crise : le chômage et le racisme. Le camp doit être l'occasion d'une rencontre entre jeunes qui luttent sur l'ensemble de ces thèmes. C'est une occasion unique, parce que dans aucun pays, il n'existe de mobilisation sur l'ensemble de ces sujets.

□ Une semaine de débats politiques ?

Oui, bien sûr, car cette année — pourtant année internationale des jeunes — ils auront eu bien peu d'occasions de pouvoir dire ce qu'ils pensaient du sort que la société leur réserve.

Mais, nous avons voulu réaliser une initiative de jeu-

nes, avant tout ; une initiative qui prenne en compte toutes les questions qui intéressent et qui font la vie de la jeunesse d'aujourd'hui.

On sait que la jeunesse ne se reconnaît pas dans la politique des organisations traditionnelles. Le camp ne veut donc pas reproduire cela. Il s'agit donc d'une semaine où vont s'entremêler les loisirs, la musique et le débat politique. Un exemple, le mercredi. Nous aurons une série de débats et de discussions sur l'écologie, suivi d'un grand jeu international reprenant des traditions, des « coutumes politiques » de chaque pays. Tout cela se terminera par un concert, le soir, en plein air.

□ A qui s'adresse le camp ?

A tous les jeunes. Tous ceux que nous avons rencontrés tout au long de l'année, dans nos activités, nos mobilisations sont les bienvenus. Le camp n'est pas un congrès international. Quelqu'un qui est venu avec nous au 15 juin de SOS-Racisme, quelqu'un qui milite avec nous dans un



Gaëlle, membre du bureau national des JCR.

comité Nicaragua ou Kanaky, a toute sa place dans le camp. Il est même organisé pour lui.

□ Où en êtes-vous dans la préparation ? Serez-vous prêts ?

Disons qu'à un mois de l'initiative, nous sommes en train de rassembler cet immense puzzle que représente un camp qui va accueillir plus de

six cents jeunes du monde entier (presque). Il faut d'ailleurs ajouter que nous ne nous facilitons pas la tâche. Le camp est organisé de bout en bout par les jeunes, de la cuisine à la traduction, en passant par la préparation des discussions politiques. L'année dernière, nous n'avions pas eu de problèmes. Nous espérons arriver cette année à réussir mieux encore, no-

tamment, l'équilibre loisirs/politique.

□ Comment faire pour y aller ?

Eh bien, il faut s'inscrire. C'est à dire remplir un bon d'inscription que l'on peut trouver dans Rouge, dans Autre chose et surtout auprès des militants des JCR et de la LCR. On peut écrire aux JCR pour avoir plus de rensei-

gnements (ou bien encore téléphoner au 367.87.58), sur le lieu, les moyens de transport. Ne pas oublier également d'apporter sa tente, ses couverts, ses baskets, sa brosse à dents et son duvet. Même si nous attendons la chaleur, puisque le camp se tiendra, dans le Sud-Ouest de la France.

Propos recueillis par Serge Emery

CAMP INTERNATIONAL
DU 21 AU 28
AOUT 1985

Une semaine de débats sur le racisme, le surarmement, le chômage, l'écologie, la sexualité, le tiers-monde, les femmes avec les jeunes révolutionnaires des Pays-Bas, de Grande-Bretagne, d'Italie, de Belgique, de Suède, de Suisse, de RFA, de l'Etat Espagnol... et des représentants du Japon, d'Amérique Latine et des Etats-Unis...

Une semaine de loisirs: baignade, foot, self-défense, danse, sérigraphie...

On dansera... N'hésite pas, inscris toi, participe au camp international de jeunesse pour rencontrer, ceux qui en Europe mènent les mêmes luttes!

Oui, entraîne moi au bout du camp!

Nom: _____ Prénom: _____

Adresse: _____

Co. 1002 au 0960 - de 230 francs d'entrée - 47 avenue de la Gare - 75014 PARIS
A renvoyer avec R.B. 9 rue de Turenne 75014 PARIS

AUTRE CHOSE

JEUNESSES COMMUNISTES REVOLUTIONNAIRES

CAMP INTERNATIONAL 7 FRANCS
DU 21 AU 28 JUILLET
CONCERT SOS RACISME
LE 11 JUIN A PARIS

NUMERO 1

RENAULT

Massacre à la tronçonneuse

Massacre à la tronçonneuse. Telle est la philosophie sommaire du P-DG Besse, mise en place par Fabius, pour redresser la Régie Renault. Vingt et un mille emplois à liquider, voilà l'obsession de celui qui s'illustra par ces mêmes méthodes à Pechiney.

Il n'y a pas de licenciements propres, qu'ils soient « secs » ou humides. Il n'y a pas de traitement « en douceur » des licenciements, seule demeure la brutalité du pouvoir patronal de licencier. Il n'y a plus de Régie Renault, exemple social de l'industrie française, mais la vieille recette des licenciements massifs. Le 17 juin 1985, Geor-

ges Besse, celui qui sort sa tronçonneuse quand on parle d'emploi, a confirmé au comité central d'entreprise de la Régie que c'était bien vingt et un mille emplois qui allaient être supprimés. Presque un quart des effectifs de Renault.

Calculs et mensonges patronaux

Le document fourni au

comité central d'entreprise est une synthèse de la pensée patronale. Renault perd des parts de marché au profit de ses concurrents. Les concurrents qui l'ont doublé, Général Motors, Fiat, Ford ont deux grandes caractéristiques. Les trois groupes ont réduit leurs effectifs et ont augmenté la productivité des ouvriers restant, tout en bloquant l'évolution de leurs salaires, de façon à baisser les prix de revient.

De plus, les capacités de production sont supérieures à la demande. Enfin, Renault ne table pas sur une relance économique mais sur la continuation d'une croissance voisine de zéro. Ultime comparaison avec les autres firmes européennes : à la Régie le rapport travailleurs productifs/travailleurs « improductifs » est trop élevé en faveur du second terme.

Donc, conclut Besse, l'emploi doit passer à la casserole. Bien entendu, cette

pseudo démonstration n'en est pas une. Elle élude presque rien, une bagatelle, un élément anodin : le profit patronal. Evidemment, la belle construction qui conduit « naturellement » à la suppression des effectifs saute à pieds joints par-dessus la nécessité absolue pour la firme française de faire des profits. D'où l'application de recettes vieilles comme le capitalisme : faire travailler plus, moins de gens, pavés moins cher.

Le mythe des licenciements doux

Vingt et un mille, tel est le chiffre verdict. Pourquoi pas dix huit mille ou quarante trois mille ? La logique patronale n'avoue pas facilement son arithmétique particulière.

Mais attention : les licenciements secs vont arriver. Douze mille emplois seront supprimés d'ici à décembre 1985. Soit dix mille préretrait-

tes et expulsions douces des travailleurs immigrés et deux mille emplois à supprimer par incitation au départ sous diverses formes incontrôlables et non dites.

Restent neuf mille salariés à expulser de la Régie. Deux conventions FEN et ONI, seront passées. Ce sera insuffisant. D'où le recours plus énergique au départ volontaire (cinquante mille francs de prime), moyennant cinq ans d'ancienneté, au temps partiel, au congé sans solde longue durée. Et caetera, ajoute de manière menaçante le document.

Une fois utilisée toute la panoplie des mesures tournant autour du pot, le licenciement sec arrive au grand galop. Un ajustement par site sera fait, incluant l'existence même du dit site. Chaque site étudié fera apparaître un sur-effectif donnant lieu soit à une formation pour reclassement dans le groupe, soit à « une formule de reclasse-

ment externe »... Reclassement externe ! Dernier rempart des mots. Reclassement externe veut dire en langage patronal que l'heure des licenciements est tout bonnement ouverte.

Modération syndicale

Les syndicats, sauf la CGT, se sont abstenus. Quelle souplesse. Les vingt et un mille emplois seraient sauvegardés par l'application immédiate et sans réduction de salaire des trente cinq heures.

Cela suppose aussi un atermolement face au plan Besse, à savoir ne pas admettre que les effectifs dépendent des parts de marché, mais bien des aléas du profit patronal. Cela veut dire affronter Besse et son opération guillotine. Et c'est d'autant plus urgent que Renault est un symbole. Raison de plus pour que la Régie ne devienne pas le symbole des licenciements réussis.

Jean Lantier

THOMSON VELIZY Débrayage des travailleurs

Les salaires vont mal à la Thomson. A Vélizy aussi l'austérité règne. Ceux d'un atelier ont donc décidé de demander 600 francs d'augmentation et de débrayer pour appuyer leur demande.

Le lendemain, avec le soutien des sections CGT, CFDT, ils appelaient à un débrayage d'une heure. 350 travailleurs étaient présents à l'assemblée générale pendant le débrayage. Une coordination composée de travailleurs et de délégués syndicaux a été désignée pour diriger la lutte.

Dans plusieurs ateliers, des travailleurs se réunissent pour discuter et faire part de leurs opinions sur les suites de l'action lors des réunions de la coordination. Une délégation de la coordination avec un représentant de chaque syndicat a été reçue par le patron. Pour le moment, il ne veut rien lâcher et a confirmé qu'il s'orientait vers l'individualisation des salaires.

La coordination, soutenue par les sections syndicales, envisage d'appeler à un nouveau débrayage dans les jours qui viennent. La décision sera prise à sa réunion du mercredi 19 juin.

Affaire à suivre...

CHU-ROUEN Communiqué CGT-CFDT

« Vendredi 14 juin, M. de Kervasdoué, directeur des

hôpitaux au ministère, inaugurerait le centre informatique du CHU de Rouen.

« A l'appel de la CGT et de la CFDT du CHU et du Comité des manipulateurs radio, deux cents manifestants se sont rassemblés pour protester contre la politique d'austérité dans la santé que le ministère met en œuvre.

« Au CHU de Rouen, ce sont cent quatre-vingts postes que la direction départementale des Affaires sanitaires et sociales veut supprimer dans les services généraux d'ici deux ans (sur cinq cent soixante-douze actuellement).

« Il faut croire que M. de Kervasdoué ne pouvait entendre cette dénonciation de sa politique puisque sa seule réponse a été d'envoyer les CRS refouler les manifestants pour que les personnalités puissent sabler le champagne en paix : matraquages, grenades lacrymogènes lancées à tir tendu, au risque de causer des blessures graves (gaz lancés jusque dans l'enceinte même de l'hôpital, y compris contre le pavillon des enfants).

« Cette attitude du pouvoir, qui se prétend de gauche, est claire : l'emploi de la répression contre le personnel hospitalier annonce bien que pour s'opposer à l'austérité, il faudra mener une lutte d'envergure. Les brutalités policières, loin d'entamer la combativité des manifestants, ne réussissent en fait qu'à renforcer leur détermination. »

Communiqué commun des syndicats CGT et CFDT du CHU de Rouen.

Editorial des feuilles d'entreprises

Renault : un enjeu national

Georges Besse, nouveau licencier en chef à la Régie Renault, confirme qu'il va traiter l'emploi à la hache. Vingt et un mille emplois sont à supprimer d'après lui. Pourquoi vingt et un mille ? Par quelle logique patronale arrive-il à ce chiffre ? En tout cas, c'est comme ça, le patron l'a dit.

Besse, ou la méthode de Mitterrand-Fabius

Renault est le symbole de l'industrie du pays. D'où la hargne patronale et gouvernementale à lui appliquer la logique du profit. La vérité serait la suivante : Renault retrouvera son rang si elle est capable d'exploiter aussi fort ses ouvriers que le font Fiat et Ford.

Alors ils font comme à Fiat : en 1980, vingt cinq mille emplois supprimés. Ceux qui restent doivent travailler plus. Un ouvrier de Fiat faisait en 1979 8,8 voitures. Il en fait maintenant 13,4. Et, par-dessus le marché, ils veulent faire croire que c'est l'emploi qui freine la bonne marche de l'entreprise. En fait, l'emploi freine leurs profits.

Ce calcul patronal est clair : faire travailler moins d'ouvriers pour moins cher, mais plus vite et plus longtemps. Les patrons, et pas plus Besse-labre, n'ont rien inventé face à la crise. Ils reprennent la vieille recette : faire suer le burnou aux uns, virer les autres.

Secs ou doux, les licenciements frappent toujours

La réside l'intérêt contradictoire entre nous et

les patrons. Besse le sait. Et il est dans l'autre classe, appuyée par le gouvernement.

L'offensive patronale à Renault se double d'une hypocrisie dont les P-DG ont le secret : Besse fait semblant de vouloir éviter les licenciements secs.

Le coup du traitement social de l'emploi est remis en avant : on connaît le résultat ailleurs. A Citroën-Aulnay, ou Talbot-Poissy, les milliers de reconvertis sont quelques dizaines à avoir retrouvé un emploi.

Le seul « reconverti » avec succès est Bernard Hanon soi-même, viré du poste de P-DG, mais qui garde le titre et les revenus de Renault-finance, la banque de la Régie, installée en Suisse. Et après ça, on nous dira que la lutte de classe c'est rétro...

Un enjeu national

Besse et le gouvernement veulent faire de Renault, ancien modèle social, l'exemple national des licenciements en douceur. Cela veut dire que, salariés de la Régie ou pas, nous jouons tous très gros en ce moment à Renault.

Même si beaucoup d'entre nous ne se sentent pas encore concernés, Renault est le terrain des grandes manoeuvres : ou la solution patronale s'applique, ou la solution ouvrière, les trente-cinq heures appliquées immédiatement sans réduction de salaires.

Cela signifie, pour les 35 heures, une mobilisation d'ensemble. C'est la seule voie possible. Pour empêcher Besse de donner l'exemple.

LA PAROLE A BERNARD CHARLOT

« L'école de Chevènement, c'est le nationalisme, plus la technologie, plus la compétition »

L'École émancipée a organisé une rencontre-forum, le 8 juin dernier, à Paris. Bernard Charlot y était un des invités. Nous publions cette semaine l'intervention qu'il y a faite. Les intertitres sont de la rédaction.

Pour comprendre la politique de Chevènement, il ne faut pas la caricaturer. Sur deux points, je suis d'accord avec lui.

Oui à l'introduction des technologies nouvelles à l'école. Ces technologies existent, qu'on le veuille ou non, et il ne faut pas se tromper d'ennemi en confondant technologie et technocratie et en se repliant frileusement sur la tradition.

Oui à l'élévation du niveau de formation de tous les jeunes, que Chevènement, je crois, vise réellement, ce qui lui permet de qualifier son élitisme de « républicain ». Cette élévation s'inscrit dans un processus historique qui s'ébauche dans les années trente, s'affirme en 1959 et rebondit en 1979-1980 lorsque Beullac et Barre commencent à parler de modernisation. Il y a là un problème qui se pose à la fois à la droite et à la gauche. Mais le projet de Chevènement est ambigu. Ainsi, le BAC professionnel sera peut-être un progrès par rapport au CAP mais entérine aussi le renoncement à amener les jeunes à un niveau BAC de technicien. Plus encore : l'idéologie de Chevènement contredit la prétention à élever le niveau de formation de tous et montre que l'élitisme républicain n'a rien à voir avec le socialisme. Il faut questionner cette idéologie sur trois points : la modernisation, le savoir, le projet de société qu'elle implique.

La modernisation

Quelle modernisation ? Et pour quelle société ?

On prétend faire une modernisation « culturelle » de l'école. S'agit-il vraiment de cela, ou plutôt d'une adaptation idéologique à un environnement technologique nouveau ? A travers l'introduction de l'informatique, vise-t-on à donner aux enseignants et aux élèves une maîtrise réelle d'outils nouveaux, ou vise-t-on à développer un certain climat afin que les jeunes acceptent plus tard toute contrainte dans leur environnement professionnel et social au nom de ces technologies ?

La deuxième question est celle de la société engendrée par les technologies nouvelles. Celles-ci ne sont pas simplement des instruments de travail et de production. Elles vont changer les rapports sociaux, parfois profondément, tout en s'y inscrivant : il y aura de nouvelles inégalités, de nouvelles injustices, de nouvelles aliénations. Il y a déjà des OS de l'électronique et de l'informatique. Veut-on former des jeunes pour utiliser simplement des instruments nouveaux ou pour vivre dans une société nouvelle, c'est-à-dire aussi y avoir un point de vue critique et y lutter ?

Le savoir

Là encore, l'adversaire n'est pas le savoir, mais le discours actuel sur le savoir. Il est vrai que nous vivons dans une société où la maîtrise du savoir sera de plus en plus importante, parce que les pratiques professionnelles et sociales sont de plus en plus médiatisées par la machine. Les travailleurs ont toujours lutté pour la maîtrise de leurs instruments de travail. Aujourd'hui, celle-ci passe par la maîtrise du savoir investi dans l'instrument de travail.

Or, depuis vingt ans, certains courants pédagogiques ont trop négligé le savoir, au nom, par exemple, de la relation pédagogique et du partage du pouvoir. Ces courants sont restés très minoritaires mais ont pesé sur

l'idéologie pédagogique. On assiste aujourd'hui à un retour de bâton qui, à son tour, fait problème sur trois points.

Le discours Chevènement pratique un amalgame habile entre les savoirs les plus modernes et les savoirs les plus archaïques. Au nom de la modernisation des savoirs, on nous refait la dictée, et des contenus liés à un projet social de mise au pas. Ce discours n'est pas sans impact car il flatte l'idée que l'école peut préparer l'avenir, c'est l'école d'hier. L'école de Chevènement, c'est celle qui répond au défi technologique, et qui, en même temps, est celle de nos parents et de nos grands-parents.

Deuxième question : il n'y a pas d'accès au savoir sans appropriation du savoir. Il faut donc travailler, en tant qu'enseignants, sur le rapport des enfants au savoir. Il n'y a pas de savoir qui s'acquiert comme un bien de consommation. Le savoir ne peut s'acquérir que par une recherche active. Sur ce plan, il n'y a pas à revenir « aux bonnes vieilles méthodes », tout simplement parce qu'elles n'ont pas disparu. Ce sont ces méthodes qui ont produit les échecs actuels.

La deuxième remarque concerne le rapport du savoir à l'école avec la socialisation de

l'enfant, le respect des droits de l'enfant dans l'école. Quand on parle d'éducation civique à des gosses qui se font rembarrer quand ils s'expriment en tant que délégués, ou qui doivent lever la main pour aller aux toilettes, cela pose problème. L'éducation civique commencerait peut-être par le respect des élèves. Si on ne change pas le fonctionnement de l'école sur les plans de l'expression, de la communication, on maintient des barrières à l'accès au savoir lui-même. Pour que l'instruction elle-même soit possible, il faut un fonctionnement éducatif de l'univers scolaire.

Le projet de société

On dit parfois que Chevènement poursuit un objectif politique. Son projet est plus profond, et donc plus grave : c'est celui de la « République moderne ». Pour lui, les Français sont en guerre économique, et doivent donc resserrer les rangs autour de la nation, de l'école publique et des élites technologiques. L'école de Chevènement, c'est le nationalisme, plus la technologie, plus la compétition. Equation parfaitement résumée par l'idée d'élitisme républicain.

Depuis le début du siècle, le thème de la modernisation était lié à celui de la démocratisation. Aujourd'hui, il est associé à la compétition et à l'élitisme. Il y a là un basculement dans la pensée de la gauche sur l'école, un tremblement de terre idéologique et politique.

Parce qu'elle est censée être « républicaine » et préparer l'avenir du pays, l'élite apparaîtra comme légitime. Ainsi se dessine une société technocratique, où les détenteurs du savoir auront toute l'autorité tirée d'une

sélection « juste », où tous les faibles seront laissés pour compte. République moderne peut-être, mais bien peu généreuse et solidaire et en aucun cas socialiste.

Enfin, il faut se demander d'où vient l'élite. Pourquoi, si les processus républicains et démocratiques sont en œuvre, si tout le monde a les mêmes chances, une élite se dégage-t-elle ? Au fond, le discours de Chevènement présuppose l'idéologie la plus archaïque : celle des dons. Au nom de la modernisation et du savoir, la pensée pédagogique régresse d'un quart de siècle !

Chevènement prétend adapter l'école à la société moderne. Il l'adapte en fait à la société capitaliste en crise. Une société engagée dans une guerre économique internationale. Une société où règne une concurrence sauvage sur le marché de l'emploi. Une société où se dessine une répartition duale, entre ceux qui produiront et ceux qui feront de l'animation, du social, du médical, de l'enseignement, du tourisme, etc. Une société où le temps est réorganisé : c'est l'alternance école-entreprise dans la formation, c'est la flexibilité dans l'entreprise. Une société où la lutte de classes est plus intense que jamais, menée par un patronat qui agresse les travailleurs avec une sauvagerie digne du XIX^e siècle. Une société où apparaît une nouvelle étape d'immaturité juvénile, un nouvel âge de la vie, celui du jeune adulte : les dix-huit-vingt-cinq ans, ceux qui n'ont pas de boulot, qui nagent entre les petits emplois, les stages, les périodes du chômage, les TUC.

A ces bouleversements sociaux et idéologiques, Chevènement apporte une réponse qui respecte la logique capitaliste. Quelle autre réponse pouvons-nous avancer ?



POLOGNE PROCES DE GDANSK

Pour l'exemple !

Pour avoir, selon l'acte d'accusation, « participé à la direction et aux activités d'une organisation illégale dénommée Commission provisoire de coordination [du syndicat Solidarnosc — ce qu'oublie de préciser le procureur] dans le but de provoquer des troubles publics en organisant, au mépris de la loi, une grève de protestation de quinze minutes le 28 février 1985 », Wladyslaw Frasnyniuk, Bogdan Lis et Adam Michnik ont été condamnés respectivement à trois ans et demi, deux ans et demi et trois ans de prison.

Cette condamnation s'inscrit dans le durcissement de la répression depuis janvier dernier. Plus de deux cents prisonniers politiques croupissent à nouveau dans les geôles du général Jaruzelski. Mais de par la personnalité des condamnés — deux anciens dirigeants nationaux et régionaux du syndicat et un opposant « historique » — et le déroulement du procès lui-même, elle prend une valeur exemplaire. Les trois ont été libérés l'an dernier à la suite de l'amnistie (Michnik et Lis sans avoir été jugés, Frasnyniuk alors qu'il purgeait une peine de six ans de prison) ; leur condamnation met donc fin aux tentatives du régime de se donner une image « libérale ». Les accusations retenues contre eux ne reposent que sur des témoignages de la police politique.

Le déroulement du procès fut un exemple du genre : la presse étrangère en fut exclue, la salle bourrée de flics en civil, les accusés empêchés de s'exprimer par un président du tribunal se prenant pour le procureur adjoint, les avocats soumis à la fouille... En un mot, tout a été fait pour que nul ne puisse douter que c'est une décision du pouvoir central que le tribunal mettait en scène.

Un instant ébranlé par les mobilisations de masse qui ont suivi l'assassinat du prêtre Popieluszko et par les luttes fractionnelles en son sein, le pouvoir du général Jaruzelski a ainsi voulu donner la preuve de sa toute puissance. Incidemment il met également en valeur la futilité des espoirs de réconciliation « du pouvoir avec la société », espoirs manifestés encore en février dernier par Lech Walesa et Zbigniew Bujak.

A la veille de nouvelles importantes hausses des prix de la viande (à l'occasion desquelles Solidarnosc a d'ores et déjà lancé un appel à la grève), trois mois avant le renouvellement de la Diète (que Solidarnosc appelle à boycotter), et alors qu'aucune perspective d'amélioration de leur situation n'apparaît à l'horizon pour les travailleurs, ce durcissement peut fort bien avoir l'effet contraire de celui escompté par la bureaucratie. Et contribuer à provoquer non pas la soumission et la résignation, mais un ras-le-bol croissant et l'envie d'en découdre.

Mais quels qu'en soient les effets à terme, ce procès inique doit se heurter à la réprobation unanime de toutes les tendances du mouvement ouvrier. Il est de la responsabilité de tout syndicaliste de protester auprès de l'ambassade de Pologne (1, rue Talleyrand, 75007 Paris), car c'est le droit de grève qui, à nouveau, a été condamné en Pologne.

Cyril Smuga



ETATS-UNIS

Le temps de la barbarie

Vingt morts découverts dans une maison en Californie : l'horreur. Les meurtriers : deux hommes qui ont torturé et violé leurs victimes. La violence de la société américaine ressort à travers ce sanglant fait divers. On peut difficilement banaliser celle-ci et s'étonner lorsqu'elle apparaît brutalement.

« C'est comme un film d'horreur, lança le shérif du comté, vicieux, vicieux, vicieux. » Il venait de voir une bande vidéo montrant Leonard Lake et Charles Ng, déchirant avec un couteau les vêtements d'une femme attachée avec des menottes à une chaise, et lui demandant de pratiquer sur eux des actes sexuels. La femme les supplie de lui rendre son bébé.

Deux hommes ont violé, torturé, tué vingt personnes dans leur maison, en pleine forêt, en Californie. Ces hommes, découverts par la police américaine par hasard, ont été jusqu'à filmer, écrire leurs faits et gestes. Justifiant ainsi leurs actes au-delà de la mort pour l'un qui s'est suicidé, après son arrestation, en prison ; au-delà de la fuite pour l'autre.

La philosophie des deux hommes est révélée par le journal intime, commencé en 1983, de Leonard Lake. Il y explique que « Dieu a créé les femmes pour faire la cuisine, entretenir la maison et les plaisirs du sexe. En dehors de ces occupations, elles doivent être enfermées. » Il s'inspire aussi de la « suprématie de la race blanche ». Les pires écrits abjects colportés par les néo-nazis, le Ku Klux Klan se retrouvent dans ce journal.

Mais comment être totalement surpris de cette barbarie, de ce passage de la parole aux actes ? La violence ne constitue-t-elle pas la base de la société américaine ? Les Etats-Unis se sont construits sur un génocide. L'image d'Epinal des pionniers,

cow-boys, conquérants de l'Ouest sauvage ne change en rien, le massacre des premiers habitants de ce continent. Dans ces forêts de la montagne du Nevada, l'« homme » est encore celui qui possède un colt à sa ceinture et qui ose s'en servir. Aussi, personne ne s'étonne de la présence d'un fusil.

Aujourd'hui, la réhabilitation des exactions faites au Vietnam ne peut que renforcer les idées de ces deux anciens marines, paumés de cette après-guerre. Le succès des films — cinq en l'espace de quelques mois — prenant comme base d'anciens GI's, retournant au Vietnam pour délivrer leurs compagnons encore prisonniers, inspire cette violence, devenue légitime. L'intervention armée à la Grenade, l'aide aux contras au Nicaragua justifient à posteriori ce passé, qui fut longtemps un traumatisme. Autre réhabilitation : les camps d'entraînement des marines ouverts à des enfants de dix ans où ils apprennent les chants guerriers de ce corps d'élite, effectuent le parcours du combattant, tirent avec des fusils-mitrailleurs. Plus de deux mille enfants sont venus ainsi dans un camp de l'Arizona jouer au boy-scout des temps modernes.

Reagan ne fait que jouer sur ce registre. Son image est un symbole : le cow-boy, sûr de lui, toujours prêt à dégainer son colt contre celui qui lui manquera de respect, contre celui qui n'accordera pas de crédit à ses idées et à ses intérêts. Sauf que, aujourd'hui,

les bataillons de marines, les missiles à tête nucléaire, la guerre des étoiles... remplacent le revolver. Symbole, aussi, de la suprématie et de la puissance face aux autres nations. Les peuples de ces « sous-pays », de l'« arrière-cour » n'ont qu'à se plier sous le joug de dictateurs pinochistes.

De la suprématie d'une nation sur les autres à la suprématie de la race blanche, le pas est vite franchi. Et ce discours est vite banalisé, intégré largement parmi la population, comme il l'a été par Leonard Lake. D'autres, également, ont suivi cette démarche. La violence banalisée, légalisée par l'Etat, lui-même, renforce ceux qui prônent la haine. Cela aboutit, par exemple, à un commando du Ku Klux Klan, à Greensboro, en Caroline du Nord, ouvrant le feu sur une manifestation du Parti communiste révolutionnaire. Le bilan : cinq morts et douze blessés graves, tous des manifestants. Les membres du commando ont été, eux, acquittés, après quatre ans de procédure judiciaire, pour... légitime défense.

La supériorité de l'homme sur la femme prend sa source à la même idéologie. Plus de trois cents cliniques incendiées ou détruites à la bombe ; usagères et personnel injuriés et agressés à l'entrée des centres d'avortement ; kidnapping de médecins menacés de mort s'ils ne renoncent pas à pratiquer l'interruption de grossesse : c'est ce climat qui préside le débat sur l'avortement aux Etats-Unis. Reagan soutient les revendications de ces terroristes : Nous [les républicains] sommes pour le droit ment. » Le chef de la Maison Blanche se contente de condamner verbalement ces actes, en demandant plus de pacifisme. Pire, le FBI se refuse à toute enquête car ces

terroristes ne menacent pas la sécurité de l'Etat ! L'administration, et le chef de l'exécutif en tête, banalisent, encore une fois, la violence.

Cette supériorité induit la réussite. N'a-t-on pas réussi lorsqu'on est la première puissance mondiale ? Mais le peuple américain ? La réussite a-t-elle touché les deux cent trente millions d'Américains ? La pauvreté, la misère qui touchent plus de 15 % de la population, le racisme et même la faim sont là pour rappeler que non. La grande majorité a été écrasée pour la réussite... d'une minorité. La violence est là aussi. Dans le village, où le charnier a été découvert, l'unique fabrique a fermé ; les habitants sont tous au chômage. Reagan n'a fait que rendre les pauvres plus pauvres, les riches plus riches, en rognant les budgets sociaux, en supprimant des acquis pour les salariés, en réduisant les taxes patronales... Il a exacerbé les inégalités, soubassement de la fortune des descendants des « barons-pillards » du début de notre siècle : les Rockefeller, les Morgan, Les Mellon, les Watson...

Le débat — pseudo philosophique — que soutiennent les médias autour de cette affaire est pipé d'avance. Le découpage entre les mauvais et les bons, la dénonciation de la barbarie, la violence d'une société. Beaucoup, en France, portent aux nues les Etats-Unis, lui faisant jouer le rôle de salvateur du « monde libre ». Pourtant ils ne soufflent mot de cela. Pour cause, le libéralisme à la Reagan est construit sur un monde où la loi de la survie est la règle. Et pour survivre, il faut écraser l'autre, le plus fort gagne sur le plus faible ; l'homme-macho sur la femme ; la peau blanche sur la peau noire ; le riche sur le pauvre.

Alain Gwenn

NICARAGUA

Une étape dans l'escalade

Le vote par le Congrès des Etats-Unis, le 12 juin, de vingt-sept millions de dollars de crédits destinés aux contras ne constitue pas un revirement véritable : c'est une étape de l'escalade militaire qui s'est intensifiée depuis six mois.

Les mercenaires des Forces démocratiques nicaraguayennes (FDN) se sont chargés de démolir eux-mêmes l'argument selon lequel l'aide serait « civile » et « humanitaire » : elle doit en effet, selon leurs propres déclarations, leur permettre de lancer une nouvelle offensive militaire...

En même temps, le Congrès a autorisé la CIA à collaborer avec les contras dans l'échange d'informations. De même, l'interdiction faite auparavant à la CIA d'intervenir directement et indirectement dans des activités militaires à l'intérieur du Nicaragua n'a pas été renouvelée.

De fait, cette interdiction, comme la suspension par le Congrès de l'aide officielle aux contras depuis octobre 1984, n'a jamais eu d'effet véritable. Tout d'abord parce que de multiples réseaux d'aide privés ont largement pris le relais. Une étude de l'Institute for Policy Studies de Washington, citée par l'Agencia Nueva Nicaragua (ANN) le 8 avril 1985, montre qu'au cours de l'année écoulée, une vingtaine d'organisations d'extrême droite et de fondations privées nord-américaines ont versé des subsides aux contras, pour un montant au moins égal aux crédits qui viennent d'être votés.

Ensuite parce que l'imbrication de ces réseaux avec l'armée, avec le Département d'Etat, avec la CIA est telle, que ni cette dernière ni l'administration n'ont en réalité cessé d'intervenir de manière croissante dans la guerre — plus tellement secrète — menée contre le Nicaragua.

Ainsi, la CIA passe des contrats avec la Summit Aviation, une compagnie spécialisée dans la modification des avions Cessna : l'un d'eux a été abattu en territoire nicaraguayen en septembre 1984. En vertu du « Danton amendment », voté par le Congrès lui-même, l'infrastructure de l'armée peut servir au transport de « l'aide humanitaire en Amérique centrale ».

La réalité de ces renforts, fort diversifiée, montre bien ce que Reagan comme les congressistes entendent par « aide humanitaire » : livraison d'avions et d'hélicoptères, fonds pour les achats d'armes, infrastructure médicale, entraînement des mercenaires... Tout cela prend pour le public le nom d'« aide aux familles des réfugiés » ! Il faut ajouter qu'en un an, plusieurs de ces réseaux ont consacré des millions de dollars à la propagande en faveur des contras. Le Christian Science Broadcasting a recueilli 750 000 dollars pour organiser des « moyens de pression sur le Congrès ». L'American Friends of the Nicaragua Democratic Forces a parrainé un campagne publicitaire dans les principaux journaux américains pour demander l'aide destinée aux contras. On reconnaît les méthodes employées en Europe par l'Internationale de la résistance, payant dans *le Monde* un appel non déguisé à l'intervention militaire.

Des désaccords tactiques

On voit que le terrain était préparé. Le récent vote du Congrès constitue un pas supplémentaire. Il va signifier pour le peuple nicaraguayen un accroissement de la pression militaire, des attaques meurtrières contre les paysans des coopératives, contre les travailleurs de la santé et de l'éducation, de nouvelles destructions de l'infrastructure économique, des récoltes... Il va obliger l'ensemble du pays à un effort de défense accru, toujours plus coûteux dans une économie déjà durement

éprouvée par l'embargo commercial, que Reagan a décrété le 1^{er} mai dernier. Il s'agit, comme l'a déclaré le ministre des Affaires étrangères: du Nicaragua, d'un vote « en faveur de la mort, de la destruction et de la souffrance ».

monde s'est mis d'accord est en fait l'aboutissement de l'ultimatum lancé le 4 mai par Reagan sous forme de « plan de paix ». Le but est double : obliger le gouvernement nicaraguayen à renoncer à ses objectifs de transformation économique et sociale, et le faire apparaître aux yeux du monde entier comme responsable de la poursuite de la guerre.

C'est donc une pression multiforme qui s'exerce aujourd'hui sur le Nicaragua. Outre l'agression militaire, il existe une coordination croissante entre l'action des contre-révolutionnaires armés à l'extérieur, et celle de l'opposition intérieure la plus agressive. L'ANN du 2 avril 1985 révèle que le National Endowment for Democracy, un des paravents de la CIA créé en 1983 à l'instigation de Reagan, avec l'approbation du Congrès, fi-

Tout cela s'appuie sur une vaste campagne de propagande destinée à rendre le Nicaragua responsable de l'agression commise contre lui. Les arguments sont essentiellement de deux sortes : le Nicaragua est passé dans le camp soviétique et les sandinistes ont mis en place un régime dictatorial.

Une vaste campagne de désinformation

Pour cette campagne, Reagan peut compter sur le concert fidèle de tous les médias européens. Citons entre autres — les exemples sont vraiment trop nombreux — l'éditorial du *Monde* du 3 mai, qui justifie l'embargo par « la très ferme volonté de l'administration Reagan de "tout faire" pour contraindre les sandinistes à revenir sur la ligne de départ » de 1979 et à



Mais le vote du 12 juin a aussi une portée essentiellement politique, comme le vote opposé sept semaines auparavant. Le Congrès a pu vouloir par ce refus moduler les exigences de Reagan, face à une opinion majoritairement hostile à une escalade militaire en Amérique centrale. Mais ce n'est pas l'argument essentiel : à l'annonce du vote du 12 juin, des manifestations de protestation ont eu lieu dans plusieurs villes des Etats-Unis. La police a procédé à de nombreuses arrestations. La brutalité de cette répression montre assez que tout se joue par négociations entre les différentes fractions de la classe dirigeante. Or, celles-ci connaissent surtout des désaccords stratégiques.

Ainsi, les congressistes démocrates qui ont voté contre les crédits en avril, et pour la semaine dernière, sont d'accord avec Reagan sur l'objectif de « changer la structure en place au Nicaragua ». Ils cherchent simplement la manière la moins coûteuse de le faire. C'est ainsi que la ligne politique sur laquelle tout le

nance, par le biais d'une organisation baptisée « Prodemca », *la Prensa*, quotidien réactionnaire, et la Coordination démocratique nicaraguayenne d'Arturo Cruz, qui a tant fait pour tenter de discréditer les élections du 4 novembre. Ce n'est pas pour rien que Cruz a signé, le 2 mars dernier, à San José au Costa-Rica, un document commun avec les principaux chefs de la contra, lançant un ultimatum aux sandinistes.

L'autre technique des Etats-Unis consiste à tenter d'isoler le Nicaragua régionalement et internationalement. D'où la provocation et l'utilisation de multiples incidents de frontière avec le Honduras et plus récemment avec le Costa-Rica ; le sabotage répété des tentatives de négociations, et en particulier du groupe de Contadora ; les manœuvres procédurières au Conseil de sécurité de l'ONU pour empêcher un vote de condamnation de l'embargo. Reagan ne manque pas de moyens de pression sur ses alliés européens et sur les bourgeoisies latino-américaines !

respecter réellement des principes qu'ils affirment de leur côté ne pas avoir trahi : « économie mixte, pluralisme politique, non-alignement ».

Tout autre argument mis à part, ces journalistes ne nous ont pas encore expliqué comment un gouvernement « dictatorial » peut bien donner les armes au peuple, comme l'ont fait les sandinistes, et ne pas être renversé. Que l'argument sur la présence soviétique soit du délire pur, de nombreux responsables américains le reconnaissent eux-mêmes. Humberto Ortega, le ministre de la Défense nicaraguayen, a rappelé le caractère uniquement défensif de l'armée nicaraguayenne, et le droit souverain du pays à rechercher toute aide pour se défendre contre les agressions dont il est victime.

Car il ne faut pas oublier, le *New-York Times* l'a rappelé, que le scénario d'une intervention militaire directe est en permanence dans les cartons du Pentagone.

Sophie Joanny

INTERVIEW DE YOUSOUF MOUSSA, DIRIGEANT DU FRONT DEMOCRATIQUE DES COMORES

Pour une véritable démocratie

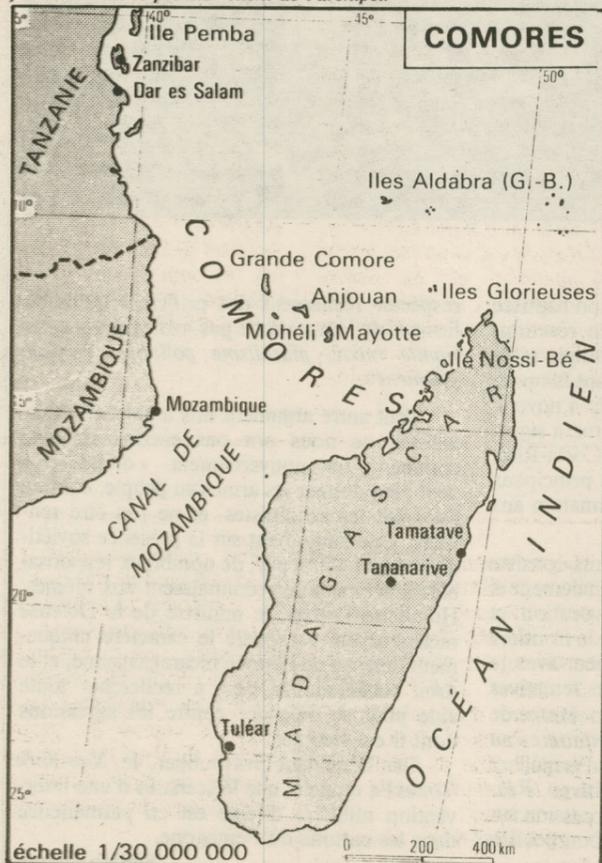
Le Front démocratique des Comores vient d'être durement frappé par la répression. En France, ses militants participent notamment aux initiatives de soutien à la lutte du peuple kanak. L'un de ses dirigeants, Youssouf Moussa, secrétaire général adjoint du bureau exécutif du FDC, est de passage à Paris. Nous en avons profité pour l'interviewer.

□ Les Comores, pour beaucoup de personnes vivant en France, cela n'évoque pas grand chose. En deux mots, comment les présenter ?

L'archipel des Comores regroupe quatre îles : la Grande Comore, Anjouan, Mayotte, et Mohéli. Le 6 juillet 1975, les Comores ont accédé à l'indépendance par une déclaration unilatérale de la chambre des députés, rompant avec le statut de Territoire d'outre-mer. Mais l'on sait que la France a profité de cette déclaration pour organiser une sécession de Mayotte. Mayotte ne fait donc pas partie de la République fédérale islamique des Comores et a un statut de collectivité territoriale dans la République française.

L'essentiel de l'activité économique de la population est l'agriculture, car d'après les experts français, le sous-sol comorien ne renferme pas de richesse. Il s'agit, à côté d'une agriculture de rente, d'une agriculture de subsistance, sur un sol qui se dégrade rapidement. Tous les produits manufacturés sont importés. Mais ce n'est pas tout : la viande et même le poisson sont importés

Peuplé de trente huit mille habitants, l'archipel des Comores occupe l'entrée nord du canal du Mozambique, sur la route stratégique des pétroliers venant du Golfe persique. La France est à la fois le premier fournisseur et le premier client de l'archipel.



d'Afrique du Sud, y compris à Mayotte. C'est le comble quand on sait que les eaux qui bordent les Comores passent pour être parmi les plus poissonneuses du monde.

Il faut souligner malgré tout que certains aux Comores vivent dans l'opulence. C'est le cas d'Ahmed Abdallah, et des mercenaires dirigés par Bob Denard, qui assurent la défense de son régime. Ces derniers ont des affaires juteuses dans l'import-export, le tourisme ou l'exploitation foncière. On peut imaginer aussi le degré de corruption régnant dans les hautes sphères de l'Etat. Pendant ce temps, de sérieux problèmes de malnutrition se posent à la population et les Comores figurent dans le groupe des trente-cinq pays les moins avancés (PMA). C'est là une des causes de l'immigration comorienne qui, en France, est estimée à vingt ou trente mille personnes.

□ On peut dire que la France a fait et défait le régime en place.

Après le référendum sur l'autodétermination, le gouvernement de Giscard a ma-



nœuvré en faisant un décompte des voix île par île et en provoquant la sécession de Mayotte par le vote de la loi du 3 juillet 1975. Moins d'un mois après l'indépendance, Abdallah était renversé par un coup d'Etat fomenté par la France. Trois ans plus tard, la France organisait un nouveau coup d'Etat qui remettait en selle Ahmed Abdallah. Dans les deux cas, le coup d'Etat a été exécuté par les mercenaires de Bob Denard.

□ Quel a été le régime mis en place ?

Ahmed Abdallah estime que les Comores ne sont pas mûres pour la démocratie et qu'en conséquence pour toute une période, il faut un régime de parti unique. C'est un langage que l'on a déjà entendu dans d'autres pays d'Afrique. Cela n'a pas pu réduire toute opposition au silence.

Le Front démocratique des Comores s'est constitué à l'occasion des législatives de 1982. Mais avant cela, il y avait déjà une activité autour de la diffusion d'un bulletin qui s'appelait *la Voix du peuple*, incarnant une opposition plus radicale au régime de la grande bourgeoisie et des mercenaires.

□ Le 8 mars dernier a eu lieu une mutinerie de la garde présidentielle. Qu'y a-t-il derrière cela ?

Les événements du 8 mars ne sont que l'aboutissement d'une crise aiguë qui tenaille

le régime surtout depuis la réélection d'Abdallah le 30 septembre 1984. Il a fallu un mois pour constituer un gouvernement et Abdallah l'a congédié au bout de trois mois, puis il a fait réviser la Constitution afin de concentrer le pouvoir entre ses mains et éviter l'éclatement des ses appuis.

Ce qui est certain c'est que ce sont des éléments de la garde présidentielle qui se sont révoltés contre le traitement que leur font subir les mercenaires qui l'encadrent. Leur objectif était de se débarrasser des mercenaires, sans qu'ils aient un quelconque projet politique ultérieur.

Le régime a saisi cette opportunité pour déclencher une répression de grande envergure contre l'opposition et particulièrement contre le FDC. Durant cette répression, les Comoriens ont pu assister à un véritable état de siège où les mercenaires prenaient toutes les décisions.

□ La répression a-t-elle durement touché le FDC ?

La plupart des dirigeants du FDC qui se trouvaient à Moroni ont été arrêtés, de même que les cadres intermédiaires et les militants présents dans les trois îles. On estime à une soixantaine le nombre de personnes arrêtées. Nous avons pu apprendre que ces prisonniers ont été battus, torturés et maintenus dans des conditions de détention particulièrement dures : dans l'obscurité, sans

nourriture, sans pouvoir se laver...

□ Que fait la France aux Comores ?

La France n'est pas attachée qu'à Mayotte. Nous en voulons pour preuve que la France est omniprésente en République fédérale islamique. La France encadre la gendarmerie et l'armée comoriennes, c'est elle qui est responsable de la défense extérieure des Comores. Autrement dit, la France fait ce qu'elle veut et on ne saurait parler de souveraineté comorienne à l'heure actuelle. On peut aussi prendre l'exemple de l'administration. Chaque ministre et même le président ont leur conseiller technique français, l'enseignement et les programmes sont établis par la France. Tout a continué comme au temps de la colonisation directe. La seule différence est d'avoir un hymne national et un drapeau... L'ensemble de l'archipel est un point stratégique du canal du Mozambique et la France y tient absolument. C'est la raison de son hostilité vis-à-vis du FDC. Ce sont des instructeurs de la DST qui ont forgé l'appareil répressif d'Abdallah. La France est prête à changer de président mais elle ne tient pas à changer de régime.

□ Quel changement politique souhaite le FDC ?

Nous refusons une simple révolution de palais. Nous

voulons un changement qui aboutisse à une véritable démocratie pour la population, la fin du système de parti unique. L'opposition est encore désunie et c'est le sens de notre bataille pour une alternative. Nous pensons que les mercenaires ne sauraient garder leurs affaires aux Comores avec un tel changement, de même qu'Abdallah son monopole de l'import-export. L'une des priorités économiques doit être de relever sensiblement le niveau de vie de la population. Concernant Mayotte, il faut rappeler que le référendum prévu en décembre 1984 n'a pas eu lieu, sans que le gouvernement français adopte une nouvelle loi sur le statut de l'île. Le gouvernement justifie son refus de réintégrer Mayotte dans l'archipel par le manque de libertés en République fédérale, alors qu'il s'en accomode sans problème.

□ Quelles sont vos options en matière de politique extérieure ?

Le FDC s'est prononcé pour le non-alignement. Concernant les relations avec la France, le FDC souhaite qu'elles demeurent mais sur une base assainie, en disposant de notre pleine souveraineté. Loin d'être antifrançais, nous soutenons les luttes justes menées par le peuple français et nous nous inspirons de ses riches traditions révolutionnaires.

Propos recueillis par Jean-Jacques Laredo

Salut à René Crevel (1935-1985)

Il y a cinquante ans, le 18 juin 1935, l'appel de Crevel pour que le droit de s'exprimer au premier Congrès international des écrivains pour la défense de la culture soit rendu à Breton ne fut pas entendu et, après une journée épuisante de discussions stériles avec ceux qui se courbaient sous les diktats staliniens, ce surréaliste de trente-cinq ans, ce poète, ce révolté, ce polémiste fulgurant se donnait la mort.

René Crevel reste avant tout comme le témoin passionné mais lucide de l'aventure surréaliste. Les souvenirs de l'écrivain allemand Klaus Mann publiés en français il y a quelques semaines nous éclairent sur un aspect peu connu d'une vie qui symbolise les espoirs et les échecs de toute une génération.

« Il était né révolté comme d'autres naissent avec les yeux bleus. » (Ph. Soupault) Elevé au milieu du carnage de la Première Guerre mondiale, dans un milieu bourgeois, Crevel devient agitateur au service de Dada. Les provocations vont vite s'épuiser. En 1924, les expériences sur le rêve prônées par André Breton et son *Manifeste* le fascinent. Il devient surréaliste, participant à toutes les réunions du groupe, quand sa maladie lui laisse un répit, sa fidélité est sans faille.

Lorsque Breton et ses amis se rapprochent des communistes, à partir de 1927, Crevel fait sienne la conception marxiste de la société et adhère au PC. Mais quand Aragon prétend abandonner les recherches surréalistes pour l'action politique, le même Crevel condamne sans ambiguïté. Les tiraillements, les exclusions le laissent souvent inquiet pour l'avenir, mais il soutient Breton. Ainsi, quand ce dernier est exclu du PC en 1933, Crevel rend sa carte et apporte son soutien au dirigeant bolchévique sans visa : Léon Trotsky...

Il tient aussi à garder une certaine indépendance. Il prône la subversion par l'homosexualité et proclame que l'amour n'est jamais fou. Condamné à l'échec, il s'avère incapable de briser une solitude dont tous ses livres se font l'écho.

On est très loin de *Nadja*...

Durant toutes ces années, un homme le suit et le rencontre à intervalles réguliers, il s'agit de Klaus Mann, fils du déjà célèbre écrivain allemand Thomas Mann.

Les deux hommes se connaissent depuis 1926. Ils partagent le même refus des préjugés moraux et des attaches sociales. Aspirant à un bonheur sensuel, ils passent leur temps entre Alexanderplatz et Pigalle. Le début des années trente va tout bouleverser. L'époque du bien-être matériel et d'intense activité culturelle s'achève. Les Chemises noires font régner la terreur... Klaus Mann nous

restitue cette atmosphère de crainte et d'angoisse*. Avec ses amis, il va vivre le drame de tous les réfugiés. Isolés et méprisés, ils vont tenter de réagir. Ils se disaient superficiels et irresponsables, ils vont se mettre à organiser des comités, à rédiger des appels et des pétitions.

Crevel qui, pourtant, souffre d'une maladie qui le condamne à de longues périodes d'isolement ne ménage pas sa peine pour les aider. Activiste, on le voit au sommaire de la revue des émigrés allemands *Die Sammlung*, dans les colonnes de *Commune*, la revue de l'Association des artistes et des écrivains révolutionnaires, ou aux tribunes des

comités Thaelman. On le devine, dans ce combat difficile, Crevel, comme beaucoup d'autres, se rapproche du Parti communiste. Pourtant, il ne renie pas les positions du groupe surréaliste. Klaus Mann le confirme. Il nous rappelle sa grande ambition : réconcilier le matérialisme dialectique et les tentatives d'approfondissement de la personnalité.

Pas question de sacrifier le rêve à la réalité. Les communistes, guidés par Staline qui transforme les intellectuels en « ingénieurs des âmes », vont multiplier les provocations pour faire taire les amis d'André Breton. Klaus Mann raconte

cette lutte sans merci au cours de laquelle son ami perd sa dernière raison de vivre. En ce mois de juin 1935, Crevel épuisé choisit la mort. Il y a cinquante ans... Il était vraiment minuit dans le siècle...

F. B.

* *Le Tournant* est publié aux éditions Solin. On peut lire également le beau roman de Klaus Mann sur l'émigration allemande, *le Volcan*, où René apparaît à plusieurs reprises. On consultera l'excellent dossier consacré à René Crevel par la revue *Masques* (n°17, printemps 1983). On attend toujours les rééditions des principaux ouvrages de Crevel. En cherchant bien, on trouve encore les rééditions des éditions J.-J. Pauvert, réalisées à la fin des années soixante ; en librairie, sauf erreur, seulement *Etes-vous fous ?* dans la collection « l'Imaginaire » chez Gallimard.

Du polar dans les kiosques

D'abord une apparition insolite : un polar soviétique, *la Grande Crue*, d'Albert Likhhanov (Fleuve noir). Certes, pas vraiment polar : si un homme est mort, c'est à la suite de plusieurs scandaleuses négligences et incuries, et les coupables seront châtiés... Il existe des polars plus « standard » dans d'autres pays compris dans le bloc de l'Est - j'en ai lu un récemment, cubain, très « sherlockien ».

Dans une production toujours aussi abondante, signalons que le Masque publie de beaux romans de femmes-auteurs anglaises : *l'Ombre d'un traître*, de June Thomson, *Qui ne tuerait le mandarin ?*, de Ruth Rendell, assurent, sans mièvrerie, l'héritage des grandes dames classiques, Christie and Co. Ça mérite vraiment d'y aller voir.

Côté français, quelques déceptions : *Pas de quoi noyer un chat*, de Bachellerie (Masques) justifie l'humilité de son titre, et *Une nouvelle peau*, de Monsour (Engrenage) est bien banal. Heureusement, il y a les réimpressions (dont, au Masque, l'excellent Narcajac, *le Goût des larmes*) ; heureusement, depuis que C. J. Arnaud a dé-

laissé le polar, il a un digne successeur avec Gérard Delteil (au Fleuve noir : *Un garçon ordinaire*, *le Nouveau Crime de l'Orient Express*, *Histoire d'os*, *Coup de cafard*...). Delteil écrit vite, dans une langue simple, des bons polars, souvent très politisés à gauche.

Et puis, à la Série noire, après le « gros coup » de Jonquet et de son 2000, voici un bon nouveau, *Au bonheur des ogres*, de Daniel Pennac : une excellente idée (un type a, comme emploi, « bouc émissaire » dans un grand magasin, et naturellement devient le suspect d'un crime...), et une écriture alerte et agréable. Pennac promet beaucoup.

Côté anglophone, d'abord l'inédit d'Ambler, *la Croisière de l'angoisse* (d'où vint un film de Welles, *Journey into Fear*), histoire d'aventures et d'espionnage parfaitement réussie, et une curiosité, *Intermezzo pour Caruso*, de Barbara Paul (Littérature policière) : les personnages sont Caruso, Puccini, Toscanini, et les amateurs d'opéra s'y amuseront autant que ceux de polar.

J'ai lu réédité d'excellents Stanley Gardner et Ellery

Queen ; dans les « nouveautés », c'est la Série noire qui tient la vedette, avec un livre de chroniques, faits divers romancés, en deux tomes, *Faisans et malfaisants*, de Max Allan Collins, et trois romans estimables, sans plus : *la Cueillette des morts*, de Michael T. Hinkemeyer, crimes dans la province opaque, bouquin très anticlérical, *Noyade interdite*, d'Andrew

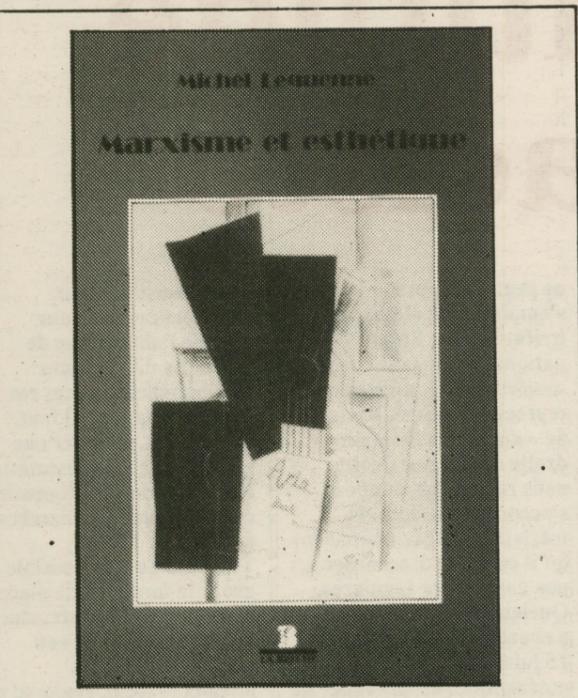
Coburn, avec tueuse psychopate, et *Un taxi pour Las Vegas*, de Mark Schorr, deuxième aventure d'un héros paradoxal : un chauffeur de taxi fou qui se prend pour un détective issu des romans bon marché des années cinquante ; c'est pittoresque, mais je ne vois pas comment un tel personnage tiendra la distance.

P. L. T.

Quelques livres qui ne se rattachent au genre que de loin, mais qu'il est bon de signaler. Chez Futuropolis, le second tome de l'étude de Baudou et Schléret, *le Vrai Visage du Masque*. On y parle des livres d'aventures, des westerns, des adaptations cinéma... à propos de la célèbre couverture jaune. Chez Veyrier, deux livres de Roland Lacourbe : *Nazisme et Seconde Guerre mondiale*, et *la Guerre froide dans le cinéma d'espionnage*, qui recensent les diverses façons dont le cinéma a parlé de l'Histoire.

Chez Albin Michel, *la Pompéi*, de René Victor Pilhes, se présente comme un roman policier, mais en respecte bien mal les structures, révèle l'assassin avant la fin, etc. Un croquis politique du Sud-Ouest où, à gauche, il n'existe rien entre le PC, le PS et les terroristes divers. Chez Mazarine, *Baby boom* est un recueil de nouvelles de Jean Vautrin, éminent auteur de polars ; ici, les contes sont plutôt insolites et fantastiques, mais c'est délectable.

P. L. T.



☆ **Dimanche** 20 h 35 (TF1), *les Quatre Fils de Katie Elder*, d'H. Hathaway, avec John Wayne et Dean Martin. Saga familiale menée avec nerf et

savoir-faire par ce vieux routier d'Hathaway. On ne s'ennuie pas...

☆ **Lundi** 20 h 35 (TF1),

C'était demain, de Nicholas Meyer, avec M. MacDowell (dans le rôle d'H. G. Wells !) et D. Warner (dans celui de Jack l'éventreur). Savoureuse pochade fantastique qui obtint le Grand Prix du festival d'Avoriaz en 1980.

☆ **20 h 35 (FR3)** *le Faussaire*, de Volker Schlöndorff, avec B. Ganz et H. Schygulla. Dans les ruines du Liban, que pèse la voix d'un journaliste

et où se cache « l'objectivité » ? Un sujet qui est également celui d'*Under Fire*, *l'Année de tous les dangers*, la *Déchirure*...

☆ **Mardi** 20 h 35 (FR3), *Aguirre ou la colère de dieu*, de Werner Herzog, avec Klaus Kinski, Helena Rojo et Ruy Guerra. Film « maudit » qui possède un magnétisme extraordinaire et dont la finalité reste très controversée.

Malgré certains défauts mineurs, ce film est d'une force peu commune, et après *Signes de vie*, l'un des plus beaux de son auteur...

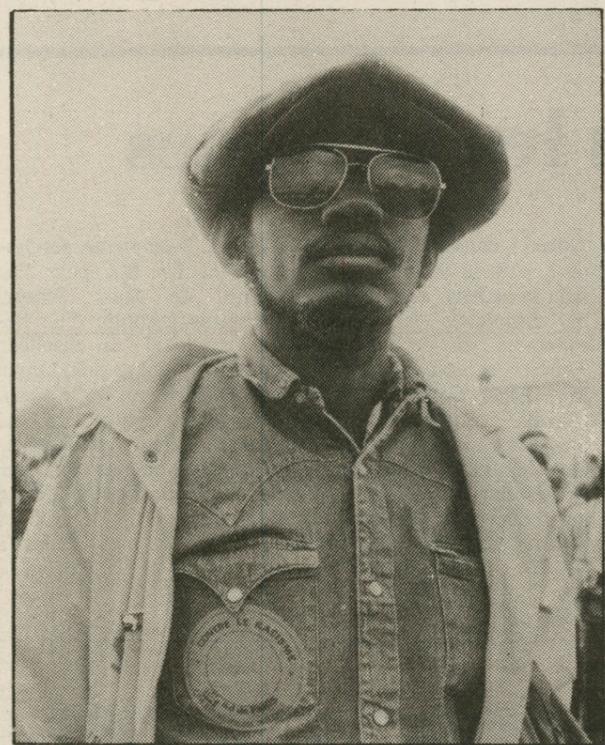
☆ **Jeudi** 20 h 35 (FR3), « Histoire d'un jour », *l'Af-faire Ranucci* dont Gilles Perrault tira le magnifique livre *le Pull-over rouge*. A ne pas manquer !

20 h 35 (A2), second et dernier épisode de *la Troi-*

sième Guerre mondiale (Je crois que ça finit très mal !)

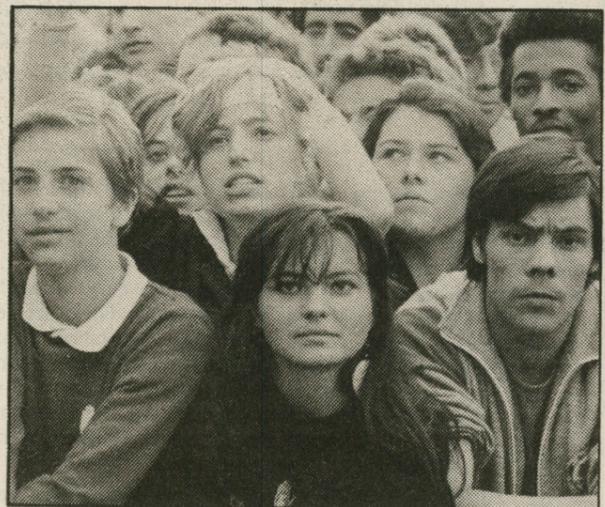
☆ **Vendredi** 23 h 00 (A2), *Thérèse Desqueyroux*, de G. Franju, avec Emanuèle Riva, E. Scob, Ph. Noiret et Samy Frey. Adaptation rigoureuse et soignée du célèbre roman. E. Riva s'y confirme comme la plus fantastique comédienne du cinéma français !

Michel Laszlo



DES CENTAINES DE MILLIERS A LA CONCORDE

La multitude antiraciste



Trois cent mille ? Quatre cent mille ? Il est difficile d'apprécier exactement l'ampleur du rassemblement-concert du 15 juin, à l'initiative de SOS-Racisme. Mais, à ce niveau, les chiffres ont peu d'importance. Une seule chose compte : ce fut une gigantesque démonstration de masse, les prévisions les plus optimistes étant pulvérisées. Quant à cette foule, composée, dans sa grande majorité, de jeunes et même de très jeunes, elle était bien à l'image de la société qu'elle appelle de ses vœux : fraternelle, multiraciale et multiculturelle. La droite voudrait bien relativiser la portée politique de cette initiative. Jacques Toubon, le secrétaire général du RPR, s'en fait ainsi l'écho : « Le succès de cette manifestation peut s'expliquer par le fait que c'est le plus beau concert gratuit de music-hall qui ait été donné en France depuis des années. » Ce genre d'arguties ne saurait toutefois faire diversion.

Le succès du 15 juin marque la prise de conscience d'une fraction croissante de la jeunesse et des travailleurs et sa volonté de mettre un coup d'arrêt au développement de la haine raciale. A constater l'émotion qui s'empara de la foule, samedi soir, lorsque furent projetés les portraits de toutes les jeunes victimes de crimes racistes, à constater encore le nombre de badges « *Touche pas à mon pote* » ornant les poitrines, il était impossible de douter des motivations de ceux qui étaient rassemblés. De surcroît, l'animation qui régnait autour des stands des diverses organisations démocratiques et antiracistes montrait l'aspiration au débat de milliers de participants. Oui, décidément, qu'elles qu'en aient été les limites, le concert de la Concorde est à l'antiracisme ce que les manifestations de 1984 furent aux tenants de l'école du fric et des curés. Tout en s'efforçant de relativiser la portée du rassemblement, la réaction

ne peut d'ailleurs s'empêcher de clamer son irritation. Du Front national fustigeant « *la fête antifrancophone* », à France-Soir reprochant à SOS-Racisme de « *diviser les Français* », droite et extrême droite nous rappellent qu'elles s'accordent désormais totalement sur le traitement qu'il convient d'accorder à nos camarades immigrés. Quelque chose a commencé à changer dans le pays, ce 15 juin. Les racistes, les nostalgiques de la France de Vichy et de l'OOAS ne tiennent plus le haut du pavé. Une contre-offensive a commencé à s'organiser. Pour qu'elle se poursuive et permette une montée en puissance de la vague antiraciste, elle doit à présent se doter d'objectifs de lutte clairs et préparer de nouvelles échéances de centralisation. L'égalité des droits entre Français et immigrés, à commencer par le droit de vote dans toutes les consultations électorales : cette exigence est désormais partagée par des dizaines de milliers

d'antiracistes. Pour l'imposer comme pour obtenir l'abrogation de toutes les dispositions anti-immigrées prises ces dernières années, il faut maintenant préparer une gigantesque manifestation à Paris, au mois de décembre, dans la lignée des marches de 1983 et 1984. Tout cela ne sera possible que si la force réunie place de la Concorde se structure, ancre son action et son existence à tous les niveaux — local, régional et national — et assure une réelle participation aux décisions, de ceux et celles qui participent quotidiennement au combat antiraciste. Voilà l'enjeu des mois qui viennent. La LCR entend prendre toute sa place dans cette nouvelle étape. Et il est de la responsabilité de toutes les organisations ouvrières, démocratiques et antiracistes, quels que puissent être, par ailleurs, leurs désaccords, d'en faire autant.

Christian Picquet